



Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"



Comm'une démocratie



EDITO	3
ANALYSE	
Comm'une démocratie	
La démocratie a besoin de nous!	4
Echos des animations Elections communales en Luxembourg	7
Comm'une démocratie: entre les enjeux d'un scrutin et une démarche d'éducation permanente	8
La campagne Comm'une démocratie en Hainaut Occidental	10
On mène campagne dans le Brabant wallon	12
MOUVEMENT EN CAMPAGNE	
Politiques communales: les moyens de leurs ambitions	13
STOP Répression, une campagne de la JOC	14
VIE DE L'ISCO	
«Tous au Larzac»: Quand l'émancipation collective illumine l'écran	16
Un nouveau BAGIC à Charleroi	20
MÉMOIRE EN RÉSUMÉ	
La violence en milieu hospitalier	20
Peut-on tout dire, tout écrire? Le cas L.F. CELINE	21
EN RÉGIONS	
Les dessous de la recherche sur l'histoire du MOC de Mouscron-Comines	22
EN BREF	24
AGENDA	27



© REPORTAGE PHOTO & 73

***Ils se nourrissaient de vent, d'eau et de grains.
Ils nous nourrissaient de farine pour le pain.
Les majestueux moulins aux rondes inlassables
agrémentent aujourd'hui ces pages fournies
et vous invitent au souvenir des métiers d'entre terre et table,
qui font du blé dur une tendre mie.***

CHRISTIAN BOUCQ

Comité de rédaction: Lahcen Ait Ahmed, Stéphanie Baudot, Christian Boucq, Virginie Delvaux, Perrine Detober, France Huart (coordination), Florence Moussiaux, Michèle Stessel, Nicole Tinant

Secrétariat: Francine Baillet, Rita D'Agaro, Lysiane Mettens

Ont participé à ce numéro: Stéphanie Baudot, Christian Boucq, Jean-Nicolas Burnotte, Elise Depauw, Virginie Delvaux, Renée Dresse, Marie Gérard, France Huart, Martin Lafontaine, Florence Moussiaux, Stéphanie Ogier, Samuel Thirion

Photos: Jean-François Berhin, Virginie Delvaux, France Huart, Thomas Rousseau, Frédéric Praillet

CIEP communautaire: Tél: 02/246.38.41, 42, 43 - Fax: 02/246.38.25 - Courriel: communautaire@ciep.be

Editeur responsable: Virginie Delvaux - Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design: DCL PRINTERS - Courriel: dcl.printers@skynet.be - Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Un aimable compagnon vaut tout un équipage...¹

PAR VIRGINIE DELVAUX,
DIRECTRICE DU
CIEP-ISCO

Qui dit nouvelle année sociale dit nouveaux défis avec sans doute des chemins inconnus à parcourir. Nous ne parcourons jamais seuls ces routes de traverse; nous avons très souvent à nos côtés des compagnons de route qui nous aident à avancer. Le mot «compagnon» a d'ailleurs une signification littérale très imagée: du latin «*celui qui partage le pain avec un autre*». C'est donc une personne avec qui échanger sur nos expériences de vie.

Les compagnons, ce sont des yeux qui mettent en lumière des aspects voilés de notre réalité; en quelque sorte des autres regards sur le monde. Ils sont aussi des miroirs qui nous renvoient à nos certitudes et nous poussent à construire un raisonnement solide à confronter avec d'autres. Les compagnons, ce sont des bras et des mains pour nous soutenir quand le chemin semble long et difficile. Ce sont aussi des gestes à comprendre, à reproduire, à se ré-approprier et qui nous permettent d'apprendre.

Cette forme d'apprentissage a d'ailleurs pris le nom de compagnonnage au XVIII^{ème} siècle, ce temps d'apprentissage qui permettait de faire découvrir des savoirs, techniques et ficelles autour d'un métier, à partir de diverses méthodologies. C'est un peu ce qu'aujourd'hui, le pédagogue Philippe Meirieu nomme le «compagnonnage pédagogique» dans l'enseignement ou ce qu'Evelyne Charlier, professeure en sciences de l'éducation, développe dans un de ses ouvrages «*Le compagnonnage: une expérience de formation continuée*»². Le compagnonnage est aujourd'hui reconnu par l'UNESCO comme «réseau de transmission des savoirs et des identités par le métier». Nous ne pouvons pas atteindre nos *inaccessibles étoiles*, qu'elles soient d'ordre professionnel, formatif, personnel, sans ces précieuses personnes!

Et si nous prenions un jour le temps de nous demander qui sont ces compagnons de route qui nous entourent et nous soutiennent dans nos différents projets professionnels ou personnels!

Au nom de toute l'équipe du CIEP, nous voudrions profiter de cette rentrée 2012 pour saluer le plaisir que nous avons eu et que nous aurons encore de collaborer avec un précieux compagnon: **merci Christian** pour tout ce que tu donnes, as donné et donneras encore pour la construction du mouvement, la réflexion sur l'action collective et le questionnement autour de la formation d'adultes et de la culture.

Que - quoi qu'il arrive - nos routes ne soient jamais trop éloignées l'une de l'autre... ■

1. Publilius Syrus est un poète latin du 1er siècle avant JC
2. CHARLIER, E., «Le compagnonnage, une expérience de formation continuée», in GATHER THURIER, M. et PERRENOUD, P. (Eds.), *Savoir évaluer pour mieux enseigner. Quelle formation des maîtres?*, Genève, Service de la recherche sociologique, Cahier n°26, 1988, p. 69-73.



© REPORTAGE PHOTO & 73

La démocratie a besoin de nous!

PAR VIRGINIE DELVAUX,
DIRECTRICE DU CIEP-ISCO

Elections communales et provinciales, élections régionales et communautaires, élections législatives, élections européennes... nous vivons en Belgique au rythme de ces moments-clés qui structurent notre organisation démocratique. Il ne se passe pas deux ans sans que nous soyons amenés à donner notre voix en tant que citoyens à l'un ou l'autre niveau. Le 14 octobre prochain, nous nous rendrons de nouveau aux urnes pour définir l'orientation que prendra la structure politique communale et provinciale belge.

Le niveau de pouvoir communal est très souvent celui auquel les citoyens sont les plus sensibles: il représente une évocation concrète de leur cadre de vie où les élus agissent dans la proximité, avec des actions compréhensibles, voire palpables. Et pourtant, le niveau communal est - par excellence - un pouvoir «délégué» et «imbriqué», la commune ayant très peu de missions propres mais bénéficiant, pour sa grande majorité, de missions déléguées par d'autres niveaux de pouvoir, missions qui doivent souvent être mises en relation avec d'autres. Les actions politiques communales n'ont donc que très rarement les marges de manœuvres entières sur un enjeu spécifique¹. De plus, la multiplication des listes «Entente communale», «Liste du bourgmestre», «Intérêts communaux» ou «Ensemble», donne parfois assez peu de lisibilité sur le projet de société défendu; la personnalisation des élus et plus particulièrement du bourgmestre étant davantage mise en avant.

structuré par des élections - symboles d'une légitimation du pouvoir par le peuple qui évolua au travers des ans et qui continuera encore à se modifier avec le temps. Pourtant, nous constatons que, malgré son ambition, cette organisation démocratique a, elle aussi, ses limites. En regardant d'un peu plus près le fonctionnement de quelques-unes de nos démocraties européennes, nous constatons que les élections ne peuvent définitivement pas être seules garantes de ce «pouvoir par le peuple» mais bien être une étape dans le développement de l'organisation politique. Actuellement, le principe de démocratie est fragilisé dans son organisation par une mise en débat de l'obligation du droit de vote, par l'augmentation du nombre de votes blancs, d'abstentionnistes exprimant un désintérêt, voire un rejet pour l'objet politique actuel² et aussi par une contestation des résultats exprimant davantage - pour certains - un vote d'opposition qu'un vote d'adhésion.

Pour comprendre quelque peu ce phénomène, je reprendrai ici quelques éléments développés par différents auteurs³:

- Nous vivons dans un environnement d'une complexité grandissante qui nous rend de moins en moins capables de comprendre notre monde. En effet, qui serait capable d'expliquer réellement BHV, le fonctionnement



VIVRE EN DÉMOCRATIE

Notre principe démocratique est



de la confiance, la défiance est aussi une vertu, celle de celui qui ne donne pas définitivement sa voix, mais qui entend toujours garder une réserve de parole, une réserve d'exigence. Et puis, c'est une contre force parce que le citoyen n'est pas

simplement le citoyen électeur, il est aussi celui qui demande à participer, à intervenir, à être présent dans le débat de façon beaucoup plus quotidienne que les simples élections».

CONSTRUIRE L'ACTION COLLECTIVE PAS À PAS

Comme précédemment développé, le citoyen peut jouer un rôle essentiel en matière d'engagement pour favoriser une mise en cohérence des politiques menées. C'est ce que Marc Maeschalck et Christian Boucq⁵ nomment le principe de «faire pouvoir» c'est-à-dire celui d'amener le citoyen à jouer un rôle «d'évaluateur participant et d'acteur». Mais, bien entendu, le dire ne suffit pas et le faire ne se décrète pas. L'action collective exige donc une attention particulière sur ses moyens, ses objectifs, les publics concernés et ses partenaires. Comment alors aider les citoyens à passer d'un sentiment d'indifférence, à un sentiment de frustration puis, au besoin, de se mobiliser pour une cause particulière?

Afin de soutenir ce qu'au CIEP, on nomme les démarches de démocratie participative, différents accompagnements sont proposés pour une diversité de publics et de parcours:

- Les publics démunis face au vote

Pour les personnes pour qui l'acte de voter est rendu difficile pour de nombreuses raisons, d'importantes difficultés de compréhension de la démarche à entreprendre pour voter et

des obstacles dans le rapport à la lecture et l'écriture, des collectifs comme le CIEP-ALPHA, les CIEP régionaux et communautaire, les centres AID proposent des outils permettant de démystifier l'élection passant des étapes du vote au décodage des programmes. L'objectif est de donner du sens à l'acte de voter en soutenant les citoyens dans leur démarche afin que ces élections soient la voix de tous et non pas celle d'une tranche de la population familiarisée avec l'objet politique.

- Les publics peu sensibles à la chose politique

Par ses missions d'éducation permanente, le CIEP soutient et développe des démarches qui visent à stimuler et renforcer la participation citoyenne à la vie démocratique. Pour permettre l'implication de la population sur les enjeux locaux dans le cadre des élections communales, le CIEP a élaboré un ensemble de documents de sensibilisation visant à interpellier les citoyens sur des enjeux importants de la vie commune, les aider à porter une réflexion sur les projets de société défendus par leurs représentants politiques, et les encourager à s'impliquer dans la vie locale dans une perspective d'émancipation, de solidarité et de justice sociale. Concrètement, ces documents se présentent sous la forme de feuillets de format A5⁶ reprenant les différentes fonctions collectives (12) face auxquelles le Pouvoir communal peut jouer un rôle (enseignement, Culture, aménagement du territoire, logement, etc.) et les enjeux majeurs qui y sont liés. Au recto, un dessin per-





met d'identifier un des enjeux liés à cette thématique. Le verso propose une explicitation de l'enjeu, quelques suggestions de questions à poser



aux candidats ainsi qu'une série de lieux, au niveau communal, à investir simplement en tant que citoyen. L'objectif est ici de susciter le questionnement sur les politiques menées dans son village, sa ville, voire de susciter l'indignation sur les inégalités vécues. L'outil propose ainsi de soutenir la démarche d'évaluateur participant et acteur dont il était question ci-dessus en proposant des outils à la participation.

- Les publics engagés dans l'espace politique

Dans de nombreuses communes en région wallonne et bruxelloise, des groupes CIEP de citoyens se rassemblent pour partager sur leurs manières d'envisager une société plus égalitaire et plus juste. Ces collectifs d'énonciation par-

tent du vécu des participants et de leurs perceptions pour construire un positionnement à défendre auprès de l'acteur politique. Ces groupes prennent des formes variables selon leurs souhaits propres: groupe de veille continu, groupe se donnant une mission précise sur un enjeu à défendre, groupe hétérogène, groupe d'appartenance, etc. Pour dynamiser ces groupes, des animateurs «territoriaux» utilisent des méthodes facilitant la prise de parole lors de témoignages, le croisement des expériences, la construction d'une argumentation solide, etc. En 2006, lors de la précé-

Vous trouverez dans les pages qui suivent quelques-unes de ces expériences ou des références à des outils utilisés. Vous retrouverez, sur le site du CIEP, les activités principales se trouvant dans votre région⁷. N'hésitez pas à vous les réapproprier et vous en servir... afin de faire vivre notre démocratie!

dente élection, une valisette d'outils avait été mise à disposition des groupes dans ce sens.

Enfin, l'ensemble des témoignages et expériences vécues dans ces différents groupes-cibles est relaté et partagé au niveau du MOC dans le but de porter collectivement un projet de société répondant aux attentes de justice, d'égalité et de solidarité. ■

1. Par exemple, les compétences éclatées du logement où le niveau communal est poussé par la région à créer du logement (plan d'ancrage), à taxer les logements inoccupés, où le niveau régional propose des aides à la propriété, où le niveau fédéral est compétent pour ce qui a trait à la fiscalité comme le précompte immobilier, etc.
2. Benasayag et Sztulwark parlent même du phénomène de «tristesse réactionnaire qui entraverait les possibilités immédiates d'émancipation»
3. M. BENASAYAG et D. SZTULWARK, *Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte, 2000; M. HAN-SOTTE, *Les intelligences citoyennes*, De Boeck, 2005; P. ROSANVALLON, *La contre-démocratie*, Paris, Seuil, 2006.
4. Entretien avec P. ROSANVALLON, *Quelle démocratie pour aujourd'hui*, France Culture le 20 septembre 2008 - (accessible sur www.franceculture.fr/emission-quelle-d%C3%A9mocratie-pour-aujourd-hui-2008-09-20.html)
5. *Sources et principes de l'action collective*, Module de formation ISCO-CNE, 2009.
6. Voir le site du CIEP - onglet campagne: www.ciep.be/index.php?p=g&id=93
7. www.ciep.be/index.php?p=g&id=423

DÉBATS CITOYENS DANS DIFFÉRENTES COMMUNES BRUXELLOISES AVEC DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES

WOLUWE-SAINT-LAMBERT:	24 septembre à 17h <i>Débat entre citoyens et candidats aux élections communales</i> LIEU: LOCAL CENTRE DES PLÉIADES - RUE DU CAPRICORNE, 1A 1200 WOLUWÉ ST-LAMBERT - INFO: MARTA HUMERES - 02/557 88 36
IXELLES:	25 septembre à 20h LIEU: RUE MERCELIS, 38 - 1050 IXELLES INFO: MYRIAM DJEGHAM - 02/557 88 38
BRUXELLES:	26 septembre à 19h LIEU: RUE PLÉTINGCKX, 19 - 1000 BRUXELLES - SALLE 4 INFO: NATHANAËLLE ADAM - 02/557 88 39
SAINT-GILLES:	26 septembre de 19h à 21h30 LIEU: UP RUE DE LA VICTOIRE, 26 - 1060 ST-GILLES INFO: MYRIAM DJEGHAM - 02/557 88 38
JETTE:	2 octobre de 17h30 à 21h LIEU: CENTRE DE SERVICES DE LA CSC - RUE UYTENHOVE 45-47 - 1090 JETTE INFO: SAMI ALLAGHI - 02/557 88 52

Echos des animations

Elections communales

en Luxembourg

PAR JEAN-NICOLAS BURNOTTE
CIEP-MOC LUXEMBOURG

En vue des élections communales d'octobre prochain, l'équipe du CIEP Luxembourg rencontre une quinzaine de groupes (délégués syndicaux, EFT, OISP, CPAS,...). Au programme, on peut pointer des découvertes des compétences et des acteurs d'une commune, mais aussi des questions plus concrètes (Comme comment participer en tant que citoyen? Comment voter?) L'outil utilisé, lors de ces animations, est une présentation très ludique réalisée par le CIEP Hainaut Occidental.

MARDIS DE L'ACTUALITÉ: ANALYSE DES ÉLECTIONS COMMUNALES

Quelles leçons tirer des élections en Wallonie? et en Flandres?

Intervenant: Pascal DELWIT, politologue à l'ULB

23 OCTOBRE À 19H30 - LOCAUX DE LA CSC-ARLON (1, RUE P. FERRERO À ARLON)

CONTACT: JEAN-NICOLAS BURNOTTE
TÉL.: 063/21.87.28

ANALYSE DES ÉLECTIONS COMMUNALES ET PROVINCIALES EN PROVINCE DE LUXEMBOURG

Quelles sont les leçons de ces deux scrutins?

Observatoire politique du CIEP-MOC Luxembourg - Intervenant: Jean-Nicolas BURNOTTE du CIEP-MOC Lux

19 NOVEMBRE À 19H30 - LOCAUX DE LA CSC-ARLON (1, RUE P. FERRERO À ARLON)

CONTACT: PIERRE-YVES MURI
TÉL.: 063/21.87.33

L'introduction de l'animation consiste généralement en un brainstorming durant lequel les participants ont l'occasion d'exprimer tout ce qu'ils savent et pensent de la «politique communale». Très souvent, la rencontre commence par une vision assez négative et désenchantée de l'action politique. Ensuite, petit à petit, émergent en filigrane les compétences de la commune et ses multiples champs d'intérêt. Une fois le tableau brossé, nous débutons l'animation. Durant le débat, les groupes nous interpellent régulièrement sur les aspects suivants: le mode de désignation du bourgmestre, l'impuissance du citoyen durant la phase de négociation pour la majorité, les rémunérations des bourgmestres, échevins et conseillers, l'effet dévolutif de la case de tête, le cumul des mandats, etc.

DES QUESTIONS AUX CANDIDATS

Rien de tel que l'interpellation directe des candidats aux élections. Pour ce faire, le CIEP Luxembourg organise cinq tables rondes dans la province. La première à **Arlon** porte sur des enjeux transversaux et a rassemblé les représentants désignés par les partis. Ils ont répondu aux questions, notamment à celles-ci: comment se positionnent-ils par rapport à l'accueil de l'enfance, au vieillissement de la population, aux emplois de proximité, au logement décent et économe en énergie? À Arlon, un groupe de travail prépare des questions en lien avec les réalités transfrontalières: la hausse du prix du logement face à la pression du Grand-Duché de Luxembourg, la nécessité de retisser du lien social dans une ville souvent considérée comme une cité-dortoir.



© REPORTAGE PHOTO & 73

Le groupe d'action locale de **Bas-togne** a choisi d'interpeller les candidats sur la démocratie participative: comment envisagent-ils de la faire vivre durant les six années à venir?

À **Virton**, la coordination locale du MOC prépare le débat avec un groupe de citoyens. Les thèmes sélectionnés sont l'accueil de l'enfance, les aînés et le vieillissement, le chômage des jeunes et l'interculturalité. À **Neufchâteau**, un groupe de citoyens, soutenu par le CIEP, a décidé de questionner les têtes de liste et les candidats de leur village autour de trois thèmes: l'accessibilité de tous à la vie sociale (notamment les PMR et les aînés), l'installation d'un parc éolien, et le bien-vivre dans les petits villages. Le fil conducteur est la participation et le débat citoyens. ■

POUR PLUS D'INFO:

JEAN-NICOLAS BURNOTTE, CIEP-MOC
TÉL.: 063/218728

COURRIEL: JN.BURNOTTE@MOCLUX.BE

POUR LE PROGRAMME DES RENCONTRES:

WWW.MOCLUX.BE

Comm'une démocratie: entre les enjeux d'un scrutin et une démarche d'éducation permanente en Hainaut-Centre

PAR SAMUEL THIRION, ADJOINT AU
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DU CIEP-MOC
HAINAUT-CENTRE

Dans le cadre des élections communales, le MOC Hainaut-Centre avec ses organisations et mouvements¹, a organisé différents débats publics². Au programme, des débats ont lieu dans cinq communes du Hainaut-Centre, sous la forme d'interpellations des candidats des différentes listes des grands partis démocratiques. Par ailleurs, les stagiaires OIP/EFT de la Commission Jeunesse du MOC Hainaut-Centre ont invité à des rencontres avec les candidats. Lors des quatre rendez-vous, les stagiaires ont préparé des questions qu'ils ont posées aux candidats au cours d'une matinée d'animation.

DES CONSTATS³

Divers constats peuvent être d'ores et déjà tirés de cette première phase de travail d'émergence de revendications et de préparation des débats-rencontres avec les candidats. Ils ont éclairé nos prochaines animations politiques et nourri nos réflexions.

Tout d'abord, d'un **point de vue méthodologique**.

Pour les élections communales précédentes, le CIEP avait proposé à priori une méthodologie commune sur base de laquelle les animateurs tentaient de constituer des groupes reprenant des militants et permanents des organisations. Pour cette campagne pour les élections d'octobre, la méthode a changé. Suivant la mobilisation des organisations et leur désir de mener des débats en commun, en s'associant au MOC, elles faisaient appel au CIEP. Notre mission consistait à être à l'écoute, être attentif aux différentes demandes et fédérer leurs envies de travailler ensemble. Ce choix a permis de mettre autour de la table l'ensemble des organisations et des mouvements de la Fédération.

Autre constat concernant **les choix des thématiques**.

Les thèmes choisis par les groupes reflètent les axes de travail du mouvement, comme acteur en éducation permanente au niveau provincial et communal, et illustrent aussi la participation citoyenne et leurs intérêts par rapport à certaines questions comme, par exemple, l'emploi, le logement et la sécurité. Sur les 5 débats communaux: 3 sur 5 ont abordé les questions d'emploi et de participation citoyenne; 2 sur 5 se sont centrés sur la sécurité, le logement, la mobilité, la politique sociale, la santé et la culture.

La démarche adoptée par les différents groupes présentait un certain nombre de points communs. Le croisement des points de vue et des expériences a ainsi permis de dégager une série de thèmes à creuser. Ensuite, l'étape consistait à allier à la fois une évaluation en partant de la déclaration de politique générale faite lors de l'installation des majorités communales et des observations sur le terrain. Le travail de construction et de rédaction de propositions s'est fait sur base des cahiers de revendications des organisations ou des mouvements d'une part et, d'autre part, de l'expertise des membres du groupe. Enfin, le groupe a élaboré collectivement une série de questions pour animer les débats.

Un dernier constat enfonce probablement une porte ouverte pour les acteurs d'éducation permanente. Le travail d'interface entre le politique et les citoyens par l'action des associations est un fondement de notre démocratie. Les membres des groupes de préparation ont pointé un certain nombre de questions autour du fonctionnement du politique et les réponses apportées par des politiques, autour de leur réactivité fébrile face à certaines actualités. La notion de «vivre ensemble» ne se réfère pas seulement à des notions de droits et devoirs mais porte essentiellement sur les manières d'envisager la vie collective en recherchant l'intérêt général. Ainsi, dans des collectifs avec une démarche d'éducation permanente, le défi est de dépasser son intérêt particulier, son entre soi, pour pouvoir entrer dans le champ politique en proposant des alternatives, en posant





meurs risquent d'avoir des effets sur les politiques sociales des communes. Néanmoins, des choix politiques relatifs à la gestion communale dépendront des majorités qui verront le jour après le scrutin.

Sur des aspects institutionnels, le

nombre d'élus communaux sera revu en fonction de la population. Suite à la volonté de réformer les provinces, une baisse notable des élus provinciaux sera également constatée après le 14 octobre. De même, les communes de plus de 50.000 habitants perdront un échevin par rapport à la précédente législature. Cela aura sans doute des répercussions lors de la formation de coalitions, en termes de répartition de postes à responsabilité à pourvoir, mais aussi au niveau des rapports de forces politiques et la formation des coalitions. La possibilité de recourir à une motion de méfiance continuera à exercer une influence sur les différentes coalitions communales. Du point de vue des partis, on suivra plus particulièrement les suites du divorce MR/DFD, surtout à Bruxelles, les résultats électoraux dans certaines communes (notamment Charleroi, Huy, Schaerbeek ou Ans) où l'histoire récente fut assez mouvementée, ainsi que les résultats de certaines personnalités qui auront des influences sur les politiques menées localement (ici, on sera très attentif au conflit opposant Bart De Wever à Patrick Janssens pour Anvers).

UNE MISE EN CONTEXTE NÉCESSAIRE

des questions d'évaluation, en s'intéressant aux situations d'exclusion,... Cela renvoie aussi aux places accordées par le politique à l'associatif comme représentant et acteur de démarches collectives et aux citoyens dont on sollicite l'avis via Facebook, par mail ou encore par GSM. Mis à part ces quelques constats qui ne tiennent pas lieu d'évaluation, il est important de noter que différents éléments (politique, institutionnel, social et économique) inscrivent les élections communales du 14 octobre dans un contexte singulier. En outre, il était essentiel de donner ces clés d'analyse aux militants pour mieux cerner les enjeux et comprendre l'approche de la campagne. C'est notamment pour cette raison que Jean Faniel, chercheur au Crisp, a participé à une soirée de conférence à La Louvière.

Une série d'enjeux concernant les élections communales a été pointé à cette occasion.

Première constatation: ce scrutin est le premier depuis les élections législatives de 2010, suite à laquelle la Belgique a connu une crise politique sans précédent, et également depuis la grève générale du 30 janvier dernier.

D'autre part, le contexte d'austérité et la liquidation du Holding communal auront une influence notable sur l'état des finances communales, qui connaîtront des pertes financières qui peuvent s'avérer importantes pour les communes. La réforme du système de pensions des agents communaux et la réforme des allocations de chômage sont également dans le viseur. En effet, les mesures prises dans le cadre de l'accompagnement des chô-

Ces clés d'analyse ont complété notre approche de la campagne. En effet, il s'avère important de saisir les enjeux que drainent ces élections, enjeux qui dépassent le cadre strict de la commune et qui renvoient aux débats institutionnels touchant toute la Belgique, mais qui sont également influencés par le contexte économique de la crise.

Un débat sur la notion de supracommunauté aura lieu également. Logement, politique sociale, culture,... quelle synergies entre les communes? Il y a des politiques, qui nécessiteraient d'être traitées avec une dimension plus large que celle de la commune. Comment envisager cette supracommunauté? A partir du Plan stratégique local, Cœur du Hainaut, à partir des bassins de vie, des Provinces? Et en vue de quoi? Pour plus de solidarité, plus d'efficacité? Ces questions seront posées lors de la soirée du 9 octobre aux candidats de notre fédération. ■

1. Les organisations et mouvements acteurs dans cette campagne sont pour la Fédération: la CSC Mons-La Louvière, les Equipes populaires Mons-La Louvière, Vie féminine Centr'Hainaut, la JOC/F de la Louvière et de Mons et la Mutualité chrétienne Hainaut Oriental et Hainaut Picardie avec leurs mouvements: Altéo, Jeunesse et santé et l'UCP.
2. A l'heure où nous écrivons cet article, nous sommes encore dans la dernière ligne droite qui conduit aux scrutins communaux.
3. Au moment de la rédaction, les groupes travaillent encore. De nouveaux constats peuvent encore émerger à l'aune du travail encore à réaliser, notamment dans la dernière phase de préparation des animations.



© REPORTAGE PHOTO & 73

La campagne Comm'une démocratie en Hainaut Occidental

PAR ELISE DEPAUW ET
STÉPHANIE OGIER, PERMANENTES
AU CIEP HAINAUT OCCIDENTAL

Depuis près d'un an, le MOC du Hainaut Occidental et ses organisations constitutives ont lancé une vaste campagne en vue de préparer les élections communales du 14 octobre 2012. Niveau politique le plus proche des citoyennes et des citoyens, la commune est incontestablement un lieu privilégié pour construire une citoyenneté politique active. C'est pourquoi, nous avons proposé aux militants des organisations de se réunir dans différentes communes autour des enjeux relatifs aux élections communales. Ainsi, des rassemblements ont eu lieu dans les communes de Comines, de Mouscron, de Tournai et d'Ath. Des membres y ont rédigé un cahier de revendications et organisé ensemble une action de mobilisation collective en vue du scrutin d'octobre prochain.

DES GROUPES DE MILITANTS QUI «VIVENT LEUR VILLE»

Afin de soutenir l'engagement et la démarche de nos militants dans cette campagne, l'équipe du CIEP HO a développé toute une série d'outils et d'animations qui ont été déployés sur une dizaine de communes de Wallonie Picarde. Des interventions variées et modulables en fonction des publics rencontrés.

Un canevas d'actions en quatre étapes a été le fil rouge pour la mise en œuvre de cette campagne:

- **Un premier temps d'information et de sensibilisation** aux enjeux de la participation citoyenne dans les groupes locaux des mouvements socio-éducatifs de la Mutualité chrétienne Hainaut Picardie (Altéo, JS, UCP), des Comités de secteur de la CSC, des groupes jeunes CSC du Hainaut Occidental, du groupe «Femmes et convictions» de Vie féminine, des groupes locaux des Equipes populaires;
- **Un travail de réflexion** propre à chaque organisation au sein de leurs groupes locaux respectifs afin de dégager des thématiques de travail et de formuler des revendications;
- **La rencontre** des différents groupes locaux d'une même commune afin d'échanger les revendications formulées et de réaliser un cahier de revendications commun;
- Dans chaque commune participante, les militants des différentes organisations se rassemblent pour **organiser une action de mobilisation collective**. Les militants de Comines, Mouscron, Tournai, Ath et Enghien ont rédigé et présenté des cahiers de revendications, lors d'une action grand public au cours de laquelle ils ont interpellé les candidats locaux.



Chaque collectivité a travaillé autour de 11 enjeux thématiques: mobilité, aménagement du territoire, citoyenneté, enseignement, culture, politique sociale, emploi et développement économique, logement, énergie, sécurité, coopération internationale. Les revendications formulées varient en fonction des réalités locales. Néanmoins, certaines interpellations en termes de démocratie participative, des missions et du fonctionnement des services publics communaux, de l'accueil des demandeurs d'asile et de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, de coopération internationale sont transversales à l'ensemble du territoire de Wallonie Picarde.

Pour les enjeux liés au logement, nous avons fait appel à l'expertise et au travail du *Collectif Droit au Logement de Mouscron*, au *Collectif Droit au Logement de Tournai* ainsi qu'au *Collectif Logement Ath Citoyens (CLAC)* auxquels nous participons activement et dont nous partageons les revendications.

DES ACTIONS GRAND PUBLIC

Programmées à partir de septembre, les activités seront l'aboutissement



© REPORTAGE PHOTO & 73

d'un travail de longue haleine qui aura rassemblé, pendant plusieurs mois, des militants provenant des différentes organisations du mouvement. Il faut noter l'originalité et la créativité des groupes porteurs des différents projets en vue de mobiliser et d'interpeller autour des élections communales. Il ne s'agira pas de débats politiques «traditionnels» puisque chaque collectivité a imaginé une manière conviviale, participative et dynamique pour présenter aux candidats leurs revendications, propositions et questions concernant la politique communale. Ainsi, le groupe de Tournai fera appel à une troupe d'impro. Les candidats de Comines actionneront *la Roue de la Commune* pour désigner les thèmes sur lesquels ils s'exprimeront. C'est le hasard du chapeau qui distribuera la parole aux candidats des partis mouscronnois dont les engagements seront repris dans un montage informatique dynamique... Autant de supports pour aborder la politique communale «autrement» et inviter les citoyens à vivre un moment de démocratie locale.

INVITER TOUS LES CITOYEN(N)S À VIVRE UNE CITOYENNETÉ POLITIQUE ACTIVE

Le scrutin du 14 octobre concerne tous les citoyens de nationalité belge ou non, européens ou non. En effet, depuis 2006, les citoyens non européens ont également la possibilité de voter, sous certaines conditions, aux élections communales.

C'est pourquoi, le CIEP HO a organisé, à Comines, Mouscron, Tournai et Lessines, plusieurs séances d'information sur le droit de vote des citoyens étrangers aux élections communales, en abordant les points suivants: fonctionnement d'une commune, conditions et démarches pour

s'inscrire en tant qu'électeur, le déroulement et fonctionnement des élections communales.

Le scrutin concerne également tout citoyen belge ayant 18 ans. Aussi, certains jeunes se rendront aux urnes pour la première fois ce 14 octobre. Soucieux de sensibiliser le public d'écoles secondaires ou de hautes écoles de la région à la participation citoyenne, nous avons rencontré les étudiants de la HELHa (Haute Ecole de Louvain en Hainaut) de la section Communication autour du thème de l'information citoyenne.

FAIRE ÉMERGER DES PRATIQUES PARTICIPATIVES

Dans cette campagne, nous avons également voulu mettre l'accent sur la démocratie participative. En effet, une partie de la population considère qu'«avoir son mot à dire» quant à la gestion de sa commune reste de l'ordre de l'illusoire et que, dès lors, son avis ne pèse guère dans les décisions prises par les Autorités politiques communales. Néanmoins, de nombreuses pratiques participatives émergent la plupart du temps des citoyens eux-mêmes, désireux de s'impliquer dans la vie de leur cité. Faciliter la participation citoyenne au débat politique communal est une idée qui préoccupe de plus en plus nos hommes et femmes politiques. Ainsi, en juin dernier, nous avons organisé un café-citoyen, en partenariat avec l'Aumônerie près des mouvements d'action sociale et éducative du Hainaut Occidental, afin de libérer la parole collective autour de cette thématique.

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE SUR LA CAMPAGNE

Le 21 septembre, en préambule au débat organisé par les militants à Mouscron, nous présenterons à la presse les travaux issus de la campagne *Comm'une démocratie* sur le territoire du Hainaut Occidental. L'occasion pour des volontaires des différentes organisations du mouvement de prendre la parole pour expliquer leur engagement et leur démarche dans le cadre de cette campagne. Il s'agira également de présenter au public les revendications et propositions formulées au sein de chacun des groupes locaux qui se sont rassemblés par commune pour organiser la mobilisation collective.

Face à la perte de confiance entre les citoyens et les élus, la participation des citoyen(ne)s est un enjeu majeur pour l'avenir de la démocratie représentative. Plus que jamais, sa légitimité et sa viabilité dépendent de l'implication et de l'engagement des citoyens dans la vie de la cité. De plus, la participation citoyenne vise un objectif social: remobiliser les habitants, recréer du lien, ouvrir des espaces de rencontres et d'échanges. C'est un peu le pari que nous avons réussi à relever avec la campagne *Comm'une démocratie* en Wallonie Picarde. En effet, à l'heure où la tendance est au désintéressement pour la chose «politique», des citoyennes et des citoyens ont démontré leur volonté et leur engagement à s'impliquer et à prendre part à la vie de leur cité.

Partant du principe qu'isolément, on ne peut envisager de peser sur les décisions prises par les autorités politiques, les volontaires savent qu'il est nécessaire de se rassembler. L'éducation permanente est un moyen qui permet cette mobilisation et qui transforme l'expérience individuelle en action collective en vue de faire progresser la société.

Les cahiers de revendications rédigés à Comines, Mouscron, Tournai et Ath sont le fruit de cette dynamique au cours de laquelle un groupe se rassemble et se donne un sens commun pour engager une réflexion autour d'enjeux d'intérêts collectifs. Les débats politiques qui seront organisés à partir de septembre jusqu'à la date fatidique du scrutin du 14 octobre seront l'aboutissement de cette mobilisation collective. Cette belle aventure humaine est d'autant plus réjouissante que les différents groupes ont déjà exprimé leur souhait de continuer à cheminer ensemble après les élections communales et de constituer des groupes de veille politique qui se réuniraient une à deux fois par an pour évaluer la mise en œuvre de la déclaration de politique communale au vu des engagements pris par les mandataires. ■

On mène campagne dans le Brabant wallon



et de ses priorités. Il permet de comprendre les enjeux politiques dans les communes et pour la province; de déterminer des priorités et de construire des revendications en associant la rigueur de l'analyse et le regard citoyen.

Le 6 septembre, lors d'un petit déjeuner de presse, le CIEP-MOC Brabant wallon présentait sa campagne pour les élections communales et provinciales 2012

LE VADE-MECUM 2012: «27 COMMUNES, LE BW SOUS LA LOUPE»

Pour la quatrième fois, depuis la création de la nouvelle province et à l'occasion des élections locales, le CIEP-MOC-BW édite un vade-mecum.

Ce dernier propose une vue détaillée de la situation démographique, sociale et économique du Brabant wallon ainsi que des données à analyser et à confronter aux priorités des organisations constitutives du MOC et au vécu des citoyens et citoyennes.

Ce vade-mecum est un outil d'analyse au service du mouvement social

Les objectifs poursuivis sont:

- Un BW plus solidaire, plus juste et plus égalitaire.
- Une meilleure qualité de vie pour tous et toutes.
- Une démocratie plus participative.

UNE CAMPAGNE À LA PROVINCE

Les organisations constitutives du MOC, la CSC, les Equipes populaires, la Mutualité chrétienne et Vie féminine ont défini leurs priorités et revendications dans les matières provinciales. De fin avril à début juillet, des rencontres ont été organisées avec le CDH, ECOLO, le PS, le MR et le FDF.

Les questions posées par les organisations et les réponses apportées par les représentants des partis ont été enregistrées pour une émission radio.



© REPORTAGE PHOTO & 73

Pour écouter cette émission dès le 6 septembre, quelques clics sur le site www.mocbw.be permettent d'accéder à *Radioweb Solidaire*, des ondes citoyennes qui donnent de la voix.

UNE CAMPAGNE DANS LES COMMUNES

Dans les 27 communes du BW, des rencontres citoyennes ont permis de poser un regard citoyen sur les données statistiques en les confrontant avec les réalités locales. Pour chaque commune, des priorités ont été établies, par exemple: la mobilité, le logement, l'accueil des enfants, la participation citoyenne,...

Dans plusieurs communes, ces citoyennes et citoyens se sont mobilisés pour organiser des rencontres, débats, forums, ... notamment à Tubize, Nivelles, Rebecq, Wavre, Villers-la-Ville et Ottignies-LLN (le 2 octobre) Le 21 septembre à Braine-l'Alleud, *Questions pour un Brainois* a permis de débattre de manière originale sur les enjeux communaux. ■

INTERPELLATIONS POLITIQUES MOC-CHARLEROI

Commune	Date	Lieu
Beaumont	Lundi 24 septembre à 19h00	Lieu à préciser
Momignies	Mardi 25 septembre à 19h00	Salle JOC - Rue Nordron
Fontaine-l'Évêque	Lundi 1er octobre à 19h30	Salle des jeunes Rue Caesbergs à Leernes
Châtelet	Du 2 au 5 octobre	Salle le Peleux
Exposition et Interpellations	Vendredi 5 octobre à 19h00	Rue Jules des Essarts, 4 à Châtelaineau
Charleroi	Lundi 8 octobre à 19h00	Notre Maison Bd Tirou, 167 à Charleroi
Fleurus	Mardi 9 octobre à 19h00	

PLUS D'INFOS: CIEP-MOC Charleroi
Bd Tirou, 167 - 6000 CHARLEROI - Tél.: 071/31.22.56 - Courriel: secretariat@moc-ct.be

POUR TOUT RENSEIGNEMENT:

CLAIRE LAMMERANT

COURRIEL: CLAIRE.LAMMERANT@MOCBW.BE

ET THIERRY TOUSSAINT

COURRIEL: THIERRY.TOUSSAINT@CIEPBW.BE

POUR EN SAVOIR PLUS: WWW.MOCBW.BE



Politiques communales: les moyens de leurs ambitions

Journée d'étude d'actualité politique du CIEP

**«On choisit pas ses parents, on choisit pas sa famille...
Est-ce que les gens naissent,
égaux en droits à l'endroit
où ils naissent?...»**

Nous connaissons toutes et tous cette chanson de Maxime Le Forestier et cette question qui appelle une réponse probablement évidente. Mais qu'en est-il de nos vies, de nos différences et ressemblances non plus selon notre lieu de naissance -au Nord ou au Sud-, mais selon notre domiciliation, d'une commune belge à l'autre?

Ce 5 octobre 2012, le CIEP pose l'enjeu du collectif à travers la question du financement des communes. La commune représente un lieu privilégié de compréhension et d'action citoyenne, mais elle est loin d'être reliée sur elle-même, elle me lie aux autres communes, aux services qu'elles offrent et à leurs ressources (écoles, espaces culturels, infrastructures sportives), à leurs politiques fiscales également; elle me relie également aux Autres, à celles et ceux d'entre nous qui ont ou auront par



exemple besoin de l'aide du CPAS, d'un hôpital public ou encore de la police. Elle nous relie également, et de façon presque imperceptible, au global: en effet, la récente crise financière est passée par ma commune! Ces questions seront abordées ce 5 octobre avec des experts en sciences humaines et politiques, ainsi que des représentants des partis politiques. A quelques jours des élections communales, le CIEP profitera de cette occasion pour rappeler une série d'enjeux des scrutins des élections du 14 octobre 2012 et de la «Comm'une démocratie». ■

INFORMATIONS PRATIQUES:

DATE: VENDREDI 5 OCTOBRE 2012 DE 9H À 17H

LIEU: CENTRE DE FORMATION DE LA CSC

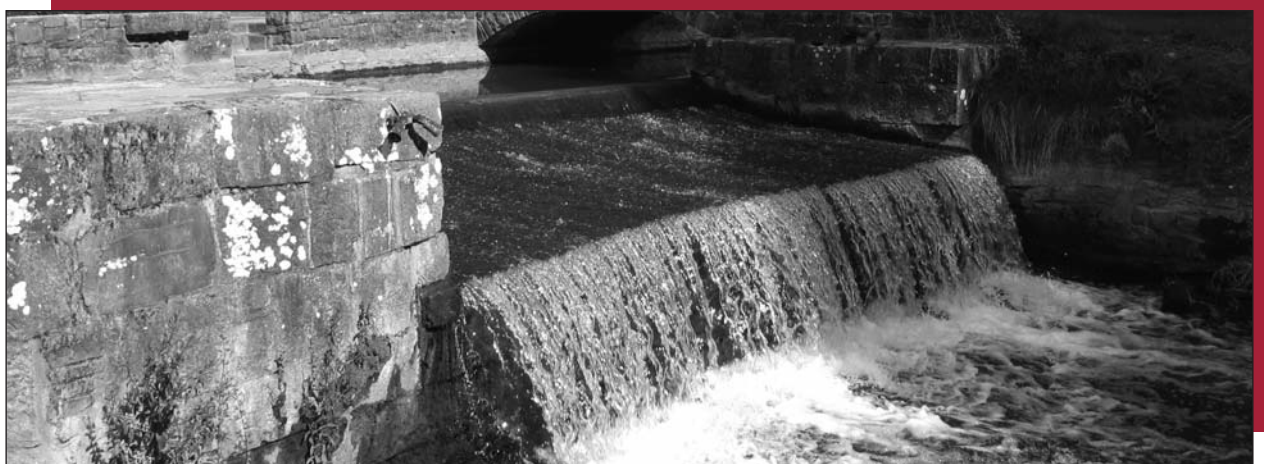
(CHAUSSÉE DE LOUVAIN, 510 À 5004 BOUGE)

LE PROGRAMME DE LA JOURNÉE EST ACCESSIBLE EN VERSION PDF SUR [HTTP://WWW.CIEP.BE/DOCUMENTS/INVIT_FINAN_COMM_05102012.PDF](http://www.ciep.be/documents/INVIT_FINAN_COMM_05102012.PDF)

INSCRIPTION À ENVOYER AU SECRÉTARIAT CIEP FRANCINE BAILLET PAR COURRIEL:

FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE

TÉL: 02/246.38.41 - FAX: 02/246.38.25



STOP Répression, une campagne de la JOC

PAR MARIE GÉRARD,
RESPONSABLE NATIONALE JOCF ET
MARTIN LAFONTAINE, RESPONSABLE
RÉGIONAL DE LA JOC-NAMUR

Le dimanche 17 juin avec la répression policière subie par les militants anti-fascistes, la campagne «Stop Répression» de la JOCF¹ a pris un tournant important, en lien avec la thématique.

RAPIDE RAPPEL DES FAITS

Le Parti populaire (PP), qui se veut le pendant belge du FN français, avait appelé à une manifestation contre le «fascisme vert». Les «maigres-troupes» du PP ont été rejointes par des membres du parti néonazi Nation. Bien que le PP déclare se distancer de ce groupuscule, il semble bien exister une convergence d'intérêts et de mots d'ordre entre ces deux organisations! Au même moment, plusieurs organisations progressistes et antifascistes, dont la JOC, appelaient à un rassemblement contre «tous les fascismes». Alors que le groupe de manifestants antifascistes essayait de rejoindre pacifiquement le cortège de la manifestation du PP, ceux-ci se sont fait littéralement passer à tabac par la police. De nombreux témoignages attestent de la violence inouïe déployée par des policiers en tenue anti-émeutes frappant au visage de jeunes manifestants pacifistes et non armés! Les différentes images et vidéos qui ont circulé depuis, montrent assez la violence de l'agression policière.

Ces événements d'une extrême gravité nous ont interpellés à plus d'un ti-

tre, d'autant plus qu'il y a quelques mois, la JOC lançait justement une campagne «Stop Répression» qui entendait dénoncer les dérives sécuritaires et questionner le système répressif d'Etat. Les jeunes du mouvement s'étaient mobilisés suite à des arrestations arbitraires et violentes lors du No Border, où certains d'entre eux s'étaient fait interpellé et enfermer, déshabiller au cachot et humilier, sans qu'aucun fait ne leur soit reproché. Les jeunes se sont donc rassemblés afin de pouvoir échanger sur la question, partager leur vécu et leurs expériences. C'est de cette manière qu'une série de constats ont pu être faits: récurrence d'actes violents et de faits problématiques commis par la police, sentiment d'impunité («Et qui nous protège de la police?»), répression et intimidation dans les mouvements sociaux (No Border, Indignés, etc.), mais aussi des délits de faciès, contrôles récurrents dans certains quartiers, discriminations et racisme (propos racistes de la part de la police) et de manière générale, une dérive du tout

au sécuritaire (multiplication des moyens de surveillance et de répression à défaut de moyens dans la prévention et le social).

5 PROBLÉMATIQUES GÉNÉRALES

En approfondissant la réflexion, cinq problématiques générales ont été dégagées pour être travaillées.

1. STOP à la criminalisation des mouvements sociaux

Nous refusons fermement les répressions de militants dans les manifestations et le harcèlement de ceux qui questionnent la société. Les autorisations pour pouvoir organiser des manifestations sont de plus en plus difficiles à obtenir. On dénombre de plus en plus d'arrestations préventives alors que celles-ci sont pourtant interdites par la loi belge car elles sont discriminatoires.

Nous constatons aussi une augmentation des restrictions de la liberté d'expression lors de manifestations. Cette évolution représente un danger pour toute démocratie: en effet, une société qui ne peut pas être remise en question, est une société autoritaire et qui refuse d'évoluer.

2. STOP au racisme et à la discrimination de la police

Aujourd'hui, toutes les études le montrent: les personnes immigrées ou issues de l'immigration et les jeunes sont les victimes du zèle de la police. On ne compte plus le nombre de témoignages de jeunes harcelés par les contrôles d'identité de la police. Lors de nos débats et contacts dans les quartiers, les témoignages pleuvent! Il est clair que l'arbitraire et le durcissement de la politique répressive sont une réalité depuis longtemps dans les quartiers.





© REPORTAGE PHOTO & 73

Pendant une période de crise et de difficultés économiques comme nous en traversons actuellement, il est plus facile de stigmatiser les immigrés et les jeunes que de lutter contre les vraies raisons de la crise.

3. STOP au flashball et au taser!

La précédente Ministre de l'Intérieur, Annemie Turtelboom, a mis en place un projet visant à armer nos policiers de ces «armes non létales», présentées comme une alternative aux armes à feu pour arrêter un suspect sans le tuer. La Ministre Joelle Milquet ne semble pas l'abandonner. Pourtant, d'après les résultats des premières études publiées sur le taser et le flashball, ces armes ne sont pas une bonne alternative à l'arme à feu et sont utilisées de manière abusive. De plus, plutôt que de remplacer les armes à feu dans des situations violentes, ces armes sont en réalité utilisées dans des situations ne nécessitant pas l'usage d'armes à feu. Elles augmentent donc le recours à la force.

4. STOP au fichage généralisé

Depuis plusieurs années maintenant, l'Etat joue de moins en moins son rôle de régulateur. Bien au contraire, il est de plus en plus acteur de la déréglementation. On peut donner l'exemple des services publics privatisés, ou encore la non-mise en place de taxes sur les marchés financiers, etc. Cette situation a aggravé la précarité de nombreuses personnes. Le taux de chômage chez les jeunes a explosé. Un nombre croissant de personnes ont des perspectives de vie de plus en plus difficiles. Et pour une majorité, il est quasiment utopique

d'espérer avoir droit à une retraite financée par la collectivité.

Dans une société où l'avenir s'assombrit, on connaît de plus en plus de tensions et d'insécurité. Face à cela, les pouvoirs publics semblent avoir trouvé deux solutions: la première, nous l'avons explicitée ci-dessus comme étant la stigmatisation d'une partie de la population; la seconde réponse est d'insérer plus de police et de surveillance. C'est ainsi que nous avons vu fleurir, dans la majorité des villes européennes, des caméras et portiques de sécurité, etc. Ce n'est pas en surveillant et en fichant tout le monde que nous arriverons à diminuer l'insécurité qui se vit dans notre société.

5. STOP au tout sécuritaire

Depuis un peu plus d'une décennie, les pouvoirs publics, toutes orientations confondues, semblent fonctionner sous l'hypothèse que plus de police et plus de surveillance permettent plus de sécurité et d'harmonie dans la société et ce, au détriment du social. Nous le voyons, les politiques ne cessent de vouloir augmenter l'effectif policier, d'installer plus de caméras, etc., alors que les services publics sont sous-financés. Encore récemment, alors que l'on coupe ou gèle tous les budgets publics, celui de la «sécurité» a été augmenté.

DES ENJEUX ET DES ACTIONS POUR S'OPPOSER AU DISCOURS STIGMATISANT ET EXCLUANT

L'objectif poursuivi par notre campagne «Stop Répression» est de pouvoir parler de la répression sans «tabou» et de pouvoir dénoncer qu'il ne s'agit pas d'actes isolés. En effet, chaque jour, dans les quartiers populaires, les jeunes sont victimes de cette répression et n'ont pas les moyens, comme lorsque des militants d'organisations reconnues se font violenter, de pouvoir faire entendre leur voix. L'objectif n'est pas non plus de tomber dans l'angélisme, mais de développer une analyse réaliste et la plus objective possible. Pour ce faire, nous avons développé plusieurs moyens: des débats dans les quartiers; une campagne avec des moyens de diffusion comme des stickers, des affiches, un site Internet et des tee-shirts; des rencontres de groupes locaux et l'organisation d'ac-

tions locales; des rencontres avec des experts; une collaboration effective à la résistance contre ACTA; une manifestation de plus de 500 personnes contre les violences policières; le rassemblement d'associations et mouvements autour d'une plate-forme; l'organisation d'un festival...

En tant que mouvement d'éducation permanente, nous continuons donc ce travail de terrain avec les jeunes, pour leur permettre d'échanger, de s'informer et de construire une vision alternative de la société, qu'ils pourront revendiquer. L'enjeu est de pouvoir alerter l'attention de nos concitoyens sur la nécessité de se battre ensemble pour conserver nos droits fondamentaux sous peine de les voir disparaître. Nous sommes peut-être alarmistes mais, vu le climat ambiant, il faut rester vigilant. Car depuis quelques mois, nous assistons à une prolifération de discours, d'idées et de propositions excluant et stigmatisantes (que ce soit à l'encontre des chômeurs, des étrangers...), qui surfent sur une lame de fond sécuritaire et répressive.

Le premier symptôme d'une société qui tombe malade, c'est un policier à chaque coin de rue pour surveiller un peuple qui vit des moments difficiles. Il est, à ce titre, «piquant» de constater que certains partis, chantres d'une stricte orthodoxie budgétaire, sont prêts à reconnaître une «exception sécuritaire» en acceptant une augmentation des budgets de la police et de l'armée. Il y a là un véritable projet de société. Le projet d'une société qui refuse de donner des moyens à l'aide sociale, à l'assurance-chômage, à l'éducation, aux services publics... bref à tout ce qui garantit la dignité humaine, l'émancipation des citoyens et le vivre ensemble, mais une société qui considère que la répression doit être prioritaire. En tant que mouvement de jeunes en éducation permanente, nous ne voulons pas de cette société! ■

1. Pour en savoir plus, voir www.joc.be/action



«Ce qui est intéressant dans ce documentaire retraçant leur histoire, c'est de voir comment des paysans ont réussi à se mobiliser pour défendre leur terre et leur patrie. Je recommande ce film car je trouve que c'est un bon exemple de combat syndical. En prenant exemple sur eux, on arrive à un résultat positif»

(FATIMA)

© REPORTAGE PHOTO & 73



«Tous au Larzac»: Quand l'émancipation collective illumine l'écran

PAR FLORENCE MOUSSIAUX,
PERMANENTE CIEP COMMUNAUTAIRE
ET FORMATRICE À L'ISCO

Le film «Tous au Larzac» retrace dix années de luttes menées par les paysans des Causses contre l'État français. Il peut aussi entrer en résonance avec l'analyse de la pédagogie émancipatrice proposée dans le cadre de la formation ISCO. Nous vous proposons de tenter ce rapprochement.

L'ÉMANCIPATION SOCIALE ET CULTURELLE, FINALITÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

En Éducation permanente, la formation d'adultes vise, par la participation active, l'expression personnelle et collective, le déplacement des participants du statut de «sujets» (victimes) à celui d'acteurs. A l'ISCO, chacune est encouragée à envisager les réalités sociétales avec un œil critique et à développer des modes d'action en vue de s'engager à prendre des responsabilités dans la vie sociale, économique, culturelle et politique.

En octobre 1971, le Ministre français de la Défense annonce l'extension du camp militaire du Larzac aux dépens des paysans locaux. C'est l'origine d'un combat de dix ans contre l'État français. Quarante ans plus tard, Christian Rouaud filme les acteurs de cette lutte, mêlant leurs évocations aux images d'archives. Avec émotion et humour, une poignée de témoins directement engagés, retracent ces années de combat, d'éveil politique, de réflexion, d'ouverture aux autres et de solidarité. Ils nous apprennent comment ils ont transformé un problème a priori local en un enjeu social, puis électoral qui a mobilisé la France dans la durée. Ils nous font comprendre comment leur militance, née au Larzac dans les années 1970, est toujours vivante aujourd'hui. «Tous au Larzac» montre comment construire le changement et démontre que l'action collective est un merveilleux outil d'émancipation.

Le parcours émancipatif de la formation ISCO comprend quatre étapes successives, à savoir se situer, se déplacer, s'engager et s'allier¹.

- Se situer

Cette première étape concerne la construction identitaire. Elle implique de découvrir qui l'on est, de connaître ses valeurs et ses ressources (intellectuelles et affectives), et d'apprendre à les exprimer pour les mettre à disposition du collectif. A ce stade, raison et émotion sont deux conditions nécessaires pour construire l'action sociale. L'émotion donne l'impulsion et motive à aller plus loin. Elle titille la raison qui prend ensuite le relais pour élaborer une action réfléchie et pertinente.

- Se déplacer

Cette étape cruciale nécessite de revoir ses schémas de compréhension et d'ouvrir les yeux sur certaines réalités. En effet, sortir des rôles habituels dans lesquels on est enfermé pour pouvoir dégager des enjeux réels engendre bien souvent conflit ou confrontation. A ce moment, on se trouve dans une position instable, voire insécurisante. Le soutien du groupe permet alors de franchir ce passage délicat; la force du collectif s'avère indispensable pour ne pas rester seul face à ses difficultés. On quitte alors la sphère du sujet pour aborder celle du «nous».

- S'engager

Le collectif est aussi un lieu de construction de savoirs et d'actions. Seul, le sujet ne peut suffire pour construire de nouvelles représentations du monde. Les transformations doivent être réalisées collectivement pour être structurelles et institutionnelles. La démarche consiste à relier les histoires entre elles, à les comprendre pour en dégager un savoir collectif, porteur de changement. S'engager exige de passer du vécu individuel à la problématique sociale.

- S'allier

Comprendre qui nous sommes demande de nous interroger sur notre identité d'acteur et nos capacités d'action. «*Qui sommes-nous et quelles sont les actions que nous voulons mener?*» «*Comment donner de la puissance à ces actions?*» La construction identitaire des acteurs (par opposition à la construction identitaire du sujet) implique de créer des alliances entre des groupes réunis autour d'un enjeu commun; même si ces groupes proviennent de lieux différents.

PENSER L'ÉMANCIPATION À PARTIR DE «TOUS AU LARZAC»

De l'indignation personnelle à la création d'un collectif: se situer

Sur le Larzac, travaillaient des paysans de souche, qui étaient soit éleveurs de brebis ou agriculteurs. Ils vivaient éparpillés et sans conscience collective jusqu'au jour où une décision politique est tombée, qui met en péril leur quotidien et le cycle des générations. A leurs côtés, s'étaient

installés, dans une relative indifférence, des pionniers, originaires d'autres contrées...

D'après les témoignages, le premier réflexe individuel face à l'annonce de l'expropriation fut de se positionner personnellement par rapport à ce danger potentiel: «*Est-ce que je me trouve, ou pas, dans la zone convoitée?*» Les agriculteurs non concernés auraient pu poursuivre leurs activités sans se préoccuper des autres. Il n'en fut rien. «*Si je ne suis pas concerné, puis-je m'en contenter?*» «*Qui est concerné?*» «*Qui sont mes voisins?*» «*Faut-il se résigner?*» Cette prise de conscience est déjà un premier pas vers la solidarité.

Soulignons cette première étape de l'émancipation qui rend le sujet, placé dans la position de victime (ou de victime potentielle), perméable au monde extérieur. Il prend conscience de son identité, de l'existence de ses pairs et des similitudes rassembleuses. La proximité d'un danger, venu du dehors, le contraint à prendre conscience de ses priorités, de ses valeurs et de son projet de vie et à les reformuler. Pour décrire sa situation et partager son indignation, il est obligé de mettre des mots sur les émotions qu'il ressent et sur les réalités qui le menacent. Pour partager ses émotions, il se met alors à la recherche d'un écho auprès de personnes avec lesquelles il n'a jamais été en contact. La création d'un collectif peut naître alors de cette communication. Dans le cas du Larzac, il a d'abord fallu aller à la rencontre des autres, créer des contacts entre les paysans de souche et les pionniers installés plus récemment.

De l'élevage de moutons à la militance: se déplacer

- Le pot de fer contre le pot de terre

Les paysans du Larzac se sont sentis méprisés, car leur région était qualifiée de «deshéritée» et leur mode de vie de «moyenâgeux». De plus, l'enjeu exigeait d'eux de comprendre le cadre légal. Leurs témoignages sont explicites: «*Comment faire valoir les droits d'une minorité?*» «*Est-elle forcément perdante?*» «*Qui prend les décisions?*» «*Avec quelle légitimité?*» «*Quels sont les recours légaux face à l'État?*» «*Comment interagir avec les élus?*» Une longue initiation à la vie politique a alors été entreprise.

Placées en situation de fragilité, de désarroi et d'anéantissement, les personnes peuvent facilement recourir à la violence si cette dernière apparaît comme la seule issue envisageable. L'émancipation exige plutôt de développer de la «puissance d'agir»² qui invite à faire conflit, à construire les situations et les procédures visant à ouvrir les chemins nécessaires pour sortir de la place qui nous a été assignée. En position de déséquilibre et pour sortir de l'impasse, il est nécessaire de se déplacer, de modifier son point de vue et ses positions de départ pour tenir debout.

- Le brassage des idéologies

Au lendemain des contestations de mai '68, l'identité de lutte des paysans s'est construite par la rencontre de mouvements aux référents culturels variés venus pour les soutenir mais aussi pour s'opposer à la raison d'État et aux valeurs capitalistes. Le combat territorial s'est transformé en une lutte idéologique, avec des slogans tels que: «*L'armée tue*» et «*Larzac, le blé nourrit!*».

Qui sont ces organisations venues militer sur le plateau des Causses? Au début du combat, des jeunes Maos, prônant la lutte armée, les ont rejointes pour travailler dans les champs et mettre en avant leur engagement dans le camp révolutionnaire. Plus tard, alors que les esprits étaient bien échaudés, Lanza del Vasto, fondateur de la Communauté de l'Arche, a convaincu les paysans d'opter pour



© REPORTAGE PHOTO & 73

la non-violence, suite à de longues nuits de discussion et des journées de jeûne. Un déplacement majeur a ainsi été réalisé: renoncer à utiliser son fusil de chasse pour s'en tenir à l'action pacifique... sans pour autant renoncer à la «désobéissance civique».

Les priorités du mouvement paysan se reformulent au fil des rencontres. Le renforcement de leurs valeurs les convainc de la pertinence et de la légitimité profonde de leur action. Ils se sentent capables d'agir de manière autonome, en accord avec leur positionnement. La volonté, la capacité et la force d'agir découlent alors naturellement de cette légitimité.

L'effritement des a priori

La communication et le partage éveillent à des parcours de vie différents. Des préjugés bien ancrés s'émoussent. Le film nous propose quelques exemples savoureux notamment autour des «chevelus» et des étudiants. «Un homme est-il capable de travailler avec des cheveux longs?» «Les étudiants sont-ils vraiment de dangereux émeutiers prêts à piller les exploitations agricoles?» «Et les brebis, sont-elles aussi dociles et gentilles que l'image qu'on en a?»... Détrom-

pez-vous, la réalité est loin de ces clichés!

Participer activement: s'engager

- Constituer un collectif: le «Serment des 103»

Au terme d'un jeûne réflexif, les paysans éprouvent le besoin de poser un acte fédérateur et solennel, porteur d'engagement et de solidarité. Ils s'engagent à «repousser toute tentative de séduction ou d'intimidation et toute offre d'achat de nos terres de la part de l'armée et toute indemnisation. Et forts du soutien populaire à notre cause, nous nous engageons à lutter tant qu'un seul d'entre nous sera menacé.» Dans le monde agricole, un serment a une portée symbolique importante et ne se rompt pas. Cette déclaration solennelle va tout d'abord souder les paysans et ensuite, maintenir la confiance et la connivence de leur communauté dans l'adversité et les moments de doute.

- Choisir le dialogue et le consensus

La prévalence du dialogue a contraint les paysans à dépasser leurs intérêts particuliers pour, sans cesse, revenir au collectif. La règle privilégiée du consensus, favorisant les décisions prises après rapprochement des points de vue divergents, a donné une valeur équivalente à chacun, quelle que soit la taille ou la mise en danger de son exploitation. Une vision plus large de la place du collectif dans la société et de sa transformation a pris le pas sur les intérêts personnels. Chacun s'est approprié l'action sans, pour autant, s'approprier le pouvoir. N'idéalisons pas le processus! Les débats ont souvent été très animés. «Se déplacer» a parfois exigé de profondes révisions des positionnements personnels initiaux.

Durant les dix années de la lutte, deux décisions ont nécessité un vote des agriculteurs, notamment celle qui s'est opposée, en 1975, à une proposition de «mini-extension» qui préservait les paysans de souche et chassait les pionniers.

Il a beaucoup été question de dialogue, notamment avec des personnes extérieures (les membres des comités de soutien, les syndicalistes du monde agricole et du monde ouvrier, les militants de gauche, les étudiants, les politiques...), même si les paysans ont toujours gardé le monopole des décisions finales.

- Evoluer dans la cohérence

Pour maintenir l'action dans la durée et sa légitimité dans l'opinion publique, il était indispensable de rester cohérents dans toutes les dimensions de l'engagement. Une fois le serment scellé, rester unis constituait un aspect méthodologique majeur. Tout au long de la lutte, le mouvement a créé des images symboliques porteuses de sens.

Quelques exemples peuvent être mentionnés:

- L'intégration de nouveaux résistants dans le projet ne se limitait pas à l'occupation symbolique des fermes achetées par l'armée. Ils devenaient eux-mêmes paysans, en élevant des moutons et labourant les terres.
- Le mouvement a toujours mis en avant la protection du patrimoine historique et naturel du Larzac. En 1973, la bergerie, construite sans permis de bâtir par des militants, est conçue en conformité avec l'architecture traditionnelle de la région.
- Les thèmes de grands rassemblements sur le Larzac concernaient des sujets de société proches de la problématique: en 1974, 100.000 personnes ont participé aux «Moissons pour le Tiers-Monde» et, en 1977, 60.000, ont soutenu le droit de «Vivre et travailler au pays».
- Pour récolter les fonds nécessaires à la construction de la bergerie, la revue «Gardarem lo Larzac» («nous garderons le Larzac» en occitan) a proposé aux sympathisants de poser un acte de désobéissance civique: refuser de payer les 3% d'impôts destinés à la fabrication des armes (donc seulement une petite partie de leurs impôts et non leur totalité) et de les verser au mouvement. 2.000 personnes ont alors écrit au percepteur: «Je suis un bon citoyen, je paie mes impôts mais je suis contre l'extension du parc militaire du Larzac, donc ces 3%, je les verse directement aux paysans.»

Cultiver les partenariats: s'allier

Pour gagner un combat alors qu'on se trouve, a priori, dans une situation de grande faiblesse, en nombre et au regard de la loi, il est indispensable de construire un réseau et de l'entretenir. Au Larzac, la lutte s'est construite autour de trois axes priori-





© REPORTAGE PHOTO & 73

taires: les actions pour se fédérer, les actions pour rallier l'opinion publique et des actions de terrain pour occuper le territoire convoité par l'armée. Chacun de ces objectifs a suscité différents modes de participation. Pour se fédérer et bénéficier de la force de mouvements expérimentés, les paysans se sont rapprochés des syndicats. Les syndicats agricoles et ouvriers ont participé activement à la lutte en rejoignant le Larzac, en soutenant leurs préoccupations, en mettant à disposition leurs relais, leurs compétences et leurs moyens d'action éprouvés. Ce sont d'ailleurs des militants locaux du syndicat paysan FDSEA qui ont initié la lutte, alors que les paysans exposés s'éveillaient à l'action collective.

Les «Comités Larzac» locaux ont pris le relais des revendications pour les propager sur l'ensemble du pays. Avec ces comités, il a fallu également organiser des réunions mensuelles de mise au point afin que tous les protagonistes soient en phase autour du même projet et de ses réajustements fréquents.

Dans un souci de mobilisation massive, il a été nécessaire de transformer un combat, à l'origine local, en une réflexion globale axée sur la transformation politique de la société pour intensifier les points de convergence entre des partenaires qui étaient géographiquement ou professionnellement éloignés.

La créativité pour maintenir l'intérêt et la combativité

Les aspects diversifiés et ludiques des actions de revendications ont certainement permis de toucher le plus grand nombre, de provoquer la

solidarité et de maintenir l'intérêt pour la cause.

A côté de l'action politique et du recours à l'arsenal juridique traditionnel, différents modes de protestation se sont succédés. Pour susciter l'attention de la presse et de l'opinion publique, les manifestations se sont déroulées en tracteur, avec des brebis, dans le silence et sans calicots ou encore sous forme d'un camping au pied de la Tour Eiffel.

Pour rallier les jeunes en quête de transformation sociale, les actions ont pris la forme de fêtes à thèmes, laissant la part belle au débat politique. Il en est allé de même pour la construction de la bergerie, qualifiée de «manifestation en dur», qui a provoqué autant de discussions et de remises en question de la société, que de travail de maçonnerie.

Enfin, signalons également la créativité mise au service de la collecte de fonds. Afin d'acheter des parcelles de terrain pour les soustraire à l'extension du camp militaire, le mouvement a lancé les Groupements Fonciers Agricoles (GPA). Ces coopératives ont permis aux militants d'acquérir des parts équivalentes à 150 euros. Le montant collectivisé a permis d'acheter des parcelles à des propriétaires non-paysans pour éviter qu'ils ne s'en défassent au bénéfice de l'armée. Le camp militaire, encerclé de ce fait par des petits terrains privés, se voyait dans la difficulté de les unifier pour s'étendre.

EN GUISE DE CONCLUSION...

La lutte du Larzac représente un mouvement d'opposition de paysans et de désobéissance citoyenne non violente qui peut illustrer, avec des exemples concrets, le cheminement de l'émancipation. Il est important de rappeler que ce parcours a été possible grâce à sa durée, puisque l'opposition dura une décennie entre 1971 et 1981. En effet, si ce conflit avait trouvé une issue rapide, il ne serait pas passé par toutes les étapes formatives de l'émancipation. Il en va de même pour tous les projets en Éducation permanente et de formation qui nécessitent du temps pour faire émerger une parole individuelle et collective, de la remise en question et de l'organisation pour un engagement. C'est pourquoi, à l'ISCO, nous sommes convaincus que former des acteurs de changement est un processus long et

dans lequel les étudiants doivent rester fortement impliqués dans les différentes phases. ■

1. BAUDOT S. et HUART F., «La pédagogie émancipatrice comme fondement de la formation ISCO», In *La formation d'adultes, laboratoire de l'action collective*, mai 2012, p.18-30 (Cahier du CIEP, n°11).
2. Voir l'analyse développée par MAUREL, Ch., *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan, 2010 (Le travail du social).

POUR ALLER PLUS LOIN:

Concernant «Tous au Larzac»:

- www.larzac.org
- CONDE M. et FONCK V., *Tous au Larzac. Etude réalisée par le Centre Culturel Les Grignoux, Liège, Ecran large sur tableau noir*, 2012. (www.grignoux.be/dossiers/324/)
- QUEYSANNE, M., *Tous au Larzac*, Dossier de presse (<http://blogpartenaire-larzac.blogsb.iberation.fr/files/dp-tous-au-larzac-bd.pdf>)
- VUARIN, P., *Larzac: l'art d'agir et de penser au cours d'une longue lutte!* (1970-1981), novembre 2011. (<http://blogpartenaire-larzac.blogsb.iberation.fr/.../article-larzac-20-novembre>)

Concernant la désobéissance civique:

- BOVÉ J. et LUNEAU G., *Pour la désobéissance civique*, Paris, La Découverte, 2004.
- *Désobéissance civile ou civique?* (<http://www.irenees.net/fr/fiches/analyse/fiche-analyse-832.html>)



© REPORTAGE PHOTO & 73



Dès octobre, lancement d'un nouveau BAGIC à Charleroi

UNE FORMATION DE COORDINATEURS DE PROJETS CULTURELS ET SOCIAUX

Vous êtes impliqué dans des projets sociaux ou culturels dans différentes associations en Education permanente, une organisation de jeunesse ou d'ânés, un Centre culturel, une association de quartier, un centre d'alpha, en milieu ouvert...

Vous développez des projets féministes, interculturels, intergénérationnels, sociaux, de solidarité internationale..., dans le cadre d'un dispositif de prévention, de politiques urbaines, en activités extra-scolaires, ou encore autour de la création et de la créativité et de l'expression culturelle.

Vous souhaitez développer des compétences solides de conception et de réalisation de projets en action collective.

La formation BAGIC de coordinateurs de projets culturels et sociaux répond à vos attentes. Elle vise à développer des capacités et compétences utiles à la fonction de coordinateur-coordinatrice et en particulier:

- intégrer l'action ou le projet dans les enjeux de l'institution;

- développer des projets dans une dynamique participative en vue d'un changement social et culturel au bénéfice des populations concernées;
- analyser le public et l'environnement;
- conduire un projet dans ses aspects de gestion, de pilotage et de gestion administrative et financière;
- connaître le champ et des règles des différents niveaux de pouvoirs concernés. ■

INFORMATIONS PRATIQUES:

LES COURS DÉBUTERONT LE 16 OCTOBRE 2012. LA FORMATION SE DÉROULERA À CHARLEROI LE MARDI DURANT 2 ANS.

LIEU: MAISON DES ASSOCIATIONS - ROUTE DE MONS, 80 À 6030 MARCHIENNE-AU-PONT
ELLE DONNE DROIT AU CONGÉ-ÉDUCATION PAYÉ.
LE BREVET BAGIC DÉLIVRÉ PAR LE SECTEUR CULTUREL DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.

CONTACTS:

RESPONSABLES: CHRISTIAN BOUCC (TÉL.: 0477/53.00.28 ET FLORENCE MOUSSIAUX (TÉL.: 0497/36.04.86) ET FABRICE EEKLAER (TÉL.: 071/31.22.56)
SECRETARIAT: FRANCINE BAILLET
TÉL.: 02/246.38.41
COURRIEL: BAGIC@CIEP.BE
WWW.CIEP.BE/INDEX.PHP?P=G&ID=55



La violence en milieu hospitalier

PAR ERIC VANDENBERG,
(ISCO CHARLEROI ANIMATION-GESTION 2005-2008)

Notre société évolue, l'hôpital change! Les statistiques européennes et fédérales démontrent que, non seulement, le nombre de délits augmente mais, plus grave, que les faits de violence sont en nette progression. En tant qu'acteur social, l'hôpital n'échappe pas au phénomène. Selon une enquête que j'ai réalisée, 96% des agents hospitaliers de la Région wallonne auraient, un jour, été confrontés à cette agressivité ou violence. S'il est vrai que dans 66% des cas, il s'agit d'agressions verbales ou de menaces, le passage à l'acte sous forme d'agression physique se rencontre, malgré tout, dans 15% des faits. Les patients et leur famille en sont aussi responsables dans 57% des cas.

La violence en milieu hospitalier peut ainsi prendre 4 visages différents:

- l'hôpital est le lieu où on prend en charge et soigne des victimes du monde extérieur qui arrivent en état de choc psychologique;
- l'hôpital est un espace public ouvert dans lequel il est possible de rencontrer vol, vandalisme, agression, harcèlement...
- l'hôpital peut engendrer, lui-même, des formes spécifiques de violences liées soit à l'institution (psychiatrie par ex.), au traitement subi (soins invasifs), soit encore à la maltraitance et aux réactions agressives des patients envers les autres
- enfin, la violence des usagers contre le personnel (stress, pathologie du patient, mécontentement,...) est également à prendre en compte.



Ces types de violences se rencontrent beaucoup plus souvent aujourd'hui, notamment à cause de la dégradation de l'accessibilité aux soins: on peut pointer les délais de rendez-vous accrus, le temps d'attente aux urgences plus long, une moins grande disponibilité du personnel,...

De plus, les soins de santé ne sont plus perçus comme un service mais comme un droit ou un devoir.

Ce facteur «violence» dans nos institutions de soins connaît une évolution tant dans sa perception que dans la manière d'y répondre ou, de plus en plus, de le prévenir. Paradoxalement, le jeune personnel est peu préparé à sa rencontre. En effet, la formation de base du personnel infirmier et paramédical ne prépare pas celui-ci à la gestion de telles situations de crise. Leur apprentissage se fait sur le tas. La reconnaissance du phénomène de violence intra hospitalière semble enfin acquise. De plus, une réelle volonté d'apporter des solutions se dessine tant au niveau des institutions (mesures de sécurité et de protection du personnel) qu'au niveau des autorités publiques (recueils de statistiques des faits, formation, mise en place de service de gardiennage...). ■

MÉMOIRES ISCO PRÉSENTÉS EN JUIN 2012

En juin dernier, trois étudiants ont présenté avec succès leur mémoire.

Nous tenons à les féliciter. Leurs résumés seront publiés dans les pages de *L'Esperluette*

Le 23 juin 2011, ont défendu leur mémoire:

- Ahmed BOUTAHER (ISCO Louvain-la-Neuve 2001-2004)

La communication engageante: une autre approche au service du tri des déchets au Cliniques Saint-Luc

- Marie-Jeanne VERBAEYS (ISCO Tubize 1987-1990)

La conservation des hypothèques de Mons 2e Bureau: changements et effets de changements

- Philippe WYDOUW (ISCO Interrégional V 2007-2011)

La contractualisation des emplois peut-elle affecter le service public et les relations de travail à la RTBF?

Peut-on tout dire, tout écrire?

Le cas L.F. CELINE

PAR PASCALE JEANGILLES
(ISCO, BRUXELLES GÉNÉRAL
2000-2003)

« Peut-on tout dire, tout écrire? » Cette question m'a obsédée pendant plusieurs années. J'ai rencontré des personnes chez qui des thèmes idéalistes, des textes invitant à la paix et à l'amour universel provoquaient des réactions de violence inouïe, d'agressivité incontrôlée et même, dans certains cas, des menaces s'ensuivaient afin d'inciter l'auteur à ne plus écrire. Pourquoi ne pourrait-on pas tout dire, tout écrire? Je n'avais pas prévu le cas de Louis-Ferdinand Céline! En effet, lorsque son nom apparut lors d'un cours axé sur la recherche de sujets de mémoire, de vives réactions se sont manifestées. Soit pour me dissuader de lire l'auteur, soit par des réactions de répulsion, soit l'on riait sous cape. Ces réactions ont attisé ma curiosité et j'ai voulu découvrir Céline, me disant que jamais je ne deviendrais antisémite en le lisant. Je n'imaginais pas d'autres difficultés... Une tout autre réalité m'attendait lorsque je m'y suis penchée pour mon mémoire: le choc des mots et des idées d'un écrivain scandaleux, grossier, irrespectueux des lecteurs, antisémite et raciste... J'ai lu sa biographie, ses livres, les commentaires de Henri Godard et ceux concernant les scandales. Je me suis intéressée à la guerre, à la vie sociale et politique du début du siècle, à la littérature, au racisme, à l'antisémitisme et aux changements de mentalité du XX^e siècle. J'ai tâché de comprendre ce qui avait poussé l'écrivain à écrire des pamphlets d'une violence inouïe contre les Juifs et contre l'humani-

té entière, en creusant sa violence sous tous ses aspects et en la reliant aux violences du siècle.

Un petit sondage sur la liberté d'expression a mis en évidence que la plupart sont contre la censure tout en précisant le cadre et les limites. En conclusion, j'ai écrit une petite nouvelle intitulée «Céline en procès», qui présente les accusations à l'encontre d'un écrivain scandaleux, méritant la peine de mort pour avoir propagé des idées nazies, fait des appels forcenés aux pires violences à l'égard des patriotes et résistants français et, en particulier, de ceux qui avaient déjà le plus à souffrir des persécutions allemandes...

Mais aussi la défense d'un homme témoin de son siècle, qui, dans ses romans, a dénoncé l'inhumanité rencontrée par les pauvres des années folles, l'absurdité du système, la déshumanisation en Afrique, la colonisation de type militaire fondée sur le commerce et l'argent, à New York, l'image du travail immigré... Dans la vie réelle, un invalide de guerre, un médecin de banlieue faisant de sa salle d'attente un chauffoir pour sans abri...

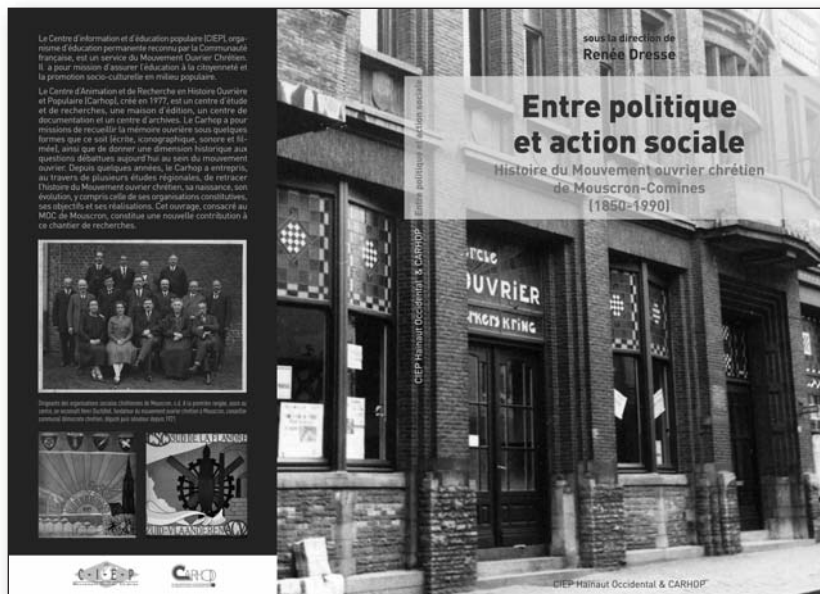
La littérature est-elle morale? Un salaud peut-il être un génie? Avec Céline, on découvre que l'écrivain est indépendant de son œuvre, que la littérature est indépendante de la morale et que l'on peut apprécier le style pour lui-même. La question reste ainsi ouverte... A chacun de juger, en son âme et conscience... La création artistique devenant une valeur en soi, comme acquis du XX^e siècle. ■

Les dessous de la recherche sur l'histoire du MOC de Mouscron-Comines

PAR RENÉE DRESSE,
HISTORIENNE AU CARHOP

En étroite collaboration avec la Fédération du MOC du Hainaut occidental, le CARHOP a entrepris, depuis une dizaine d'années, une recherche sur l'histoire du Mouvement ouvrier chrétien de Mouscron-Comines (1850-1990). Celle-ci a donné lieu en 2011 à la publication d'un livre intitulé *Entre politique et action sociale. Histoire du Mouvement ouvrier chrétien de Mouscron-Comines (1850-1990)*¹, et présenté officiellement à Mouscron le 15 juin dernier devant une cinquantaine de personnes qui ont, d'une façon ou d'une autre, contribué à ce projet. L'ouvrage constitue l'aboutissement d'une recherche de longue haleine, conduite collectivement, sur les faits marquants qui ont façonné le mouvement tel qu'il est aujourd'hui.

Le projet s'inscrit au cœur d'un chantier de recherches menées par le CARHOP depuis une vingtaine d'années sur l'histoire des fédérations wallonnes du Mouvement ouvrier chrétien, et qui ont abouti aux publications suivantes: *Histoire du Mouvement ouvrier chrétien d'Ath-Lessines-Enghien* (1992), *Histoire du Mouvement ouvrier chrétien à Charleroi* (1886-1990) (1995), *L'Illon. Histoire du Mouvement ouvrier chrétien à Namur* (1850-1980) (2004) et *Histoire du MOC de Liège-Huy-Waremme* (en cours de parution). D'emblée, la rédaction d'un livre sur l'histoire du



MOC de Mouscron-Comines requérait une démarche de prospection participative qui préside à l'ensemble des expériences du CARHOP. Dès le début du projet, un comité d'accompagnement est mis en place. Il est composé de représentants du MOC-CIEP et des organisations sociales chrétiennes, d'historiennes du CARHOP, et de personnes connues pour leurs connaissances de la région et du mouvement. Dès la première rencontre, les débats intenses se focalisent surtout autour de deux questions: Quels sont les faits importants de l'histoire du mouvement de la région? Où trouver les informations nécessaires?

UNE RECHERCHE ANCRÉE RÉGIONALEMENT

De ces discussions, il ressort rapidement que la recherche est étroitement tributaire de trois particularités de la région dans laquelle le mouvement se construit: la particularité géo-

graphique, linguistique et socio-économique de l'arrondissement de Mouscron.

Mouscron-Comines est une zone frontalière limitrophe du département du Nord en France. La région doit son développement économique à l'industrie textile, implantée des deux côtés de la frontière. Les usines françaises attirent la population belge, d'où l'existence d'un mouvement frontalier important jusque dans les années 1950. À la fin du XIX^e siècle, le Gouvernement français ayant imposé une nouvelle taxe à leurs industriels, ces derniers décident d'ouvrir des filiales à Mouscron et dans ses environs. Avant 1963, Mouscron et Comines font partie de la province de Flandre occidentale et dépendent, sur le plan administratif, des arrondissements de Courtrai et d'Ypres. Elles constituent les seules zones francophones d'une région néerlandophone. Ceci a des répercussions administratives et politiques et aussi une influence sur la



construction du mouvement ouvrier chrétien dans la région.

UNE MÉTHODOLOGIE ADAPTÉE CROISANT TÉMOINS ET ARCHIVES

Le rôle du CARHOP est double. Il s'agit d'abord alimenter les débats du comité d'accompagnement, notamment en soumettant des pistes de recherche et en menant des investigations ponctuelles dans les centres d'archives (KADOC, CARHOP, Musée de Folklore de Mouscron, Archives de la Ville de Mouscron, Archives de l'Évêché de Bruges, etc.), afin de trouver les sources écrites susceptibles d'éclairer l'une ou l'autre facette de l'histoire du mouvement. Il est aussi de sensibiliser les militant(e)s d'aujourd'hui au caractère parfois inédit et riche des papiers qui se trouvent aux sièges des fédérations des organisations, et, par la même occasion, de l'importance de les conserver dans des conditions optimales pour les générations à venir.

Au terme de ces recherches, un dépouillement des documents met en avant les premiers éléments d'une histoire particulièrement riche. Présentés au comité, ils sont analysés. Un premier constat limite le champ de travail de cet ouvrage: si les sources écrites consultées sont riches d'enseignements, elles restent lacunaires, surtout en ce qui concerne la région de Comines. Ce point explique la raison pour laquelle il sera souvent fait état de Mouscron et de ses environs dans le livre.

RICHESSSE DES ARCHIVES LOCALES ET RÉGIONALES

Les sources écrites consultées sont variées mais essentiellement locales. À l'inverse de l'histoire des fédérations de Namur, Ath et Charleroi pour lesquelles le recours aux archives du MOC au KADOC et aux archives des secrétariats sociaux situées au siège des évêchés concernés s'est avéré essentiel, c'est à Mouscron même que se trouvent les archives indispensables à la recherche. Il s'agit, pour la grande majorité, de sources manuscrites émanant du Cercle ouvrier Saint-Joseph de Mouscron, de tracts politiques conservés au Musée de Folklore de Mouscron et de quelques numéros de *La Démocratie*, organe du mouvement, fondé en 1923.

L'examen de ces documents a permis de mieux comprendre le développement du mouvement dans la région et a mis en avant le rôle moteur joué par le *Cercle ouvrier Saint-Joseph*. La Première Guerre mondiale détermine la voie que prendra le mouvement après 1918: la coopérative. En 1915, les dirigeants du Cercle ouvrier, soucieux de venir en aide à la population, victime de la guerre, fondent une coopérative de consommation, *Le Bien-Être*. En 1917, la coopérative, le *Cercle ouvrier Saint-Joseph* est fondé: il coordonne l'action sociale chrétienne présente et à venir dans la région de Mouscron. À partir de 1918, ses dirigeants s'engagent dans la reconstruction, le développement et la création d'organisations qui répondent aux besoins de la population ouvrière (syndicat, Mutualité Saint-Joseph, JOC/JOCF, coopératives de consommation, mouvement féminin, etc.).

Les sources écrites révèlent le combat mené par les dirigeants du Cercle pour obtenir leur autonomie. Le mouvement local de Mouscron et celui de Comines dépendent, le premier de la Fédération de Courtrai; le second de la Fédération d'Ypres. En 1945, alors que le MOC vient d'être fondé, le syndicat chrétien et la mutualité de Mouscron-Comines se constitueront en fédération.

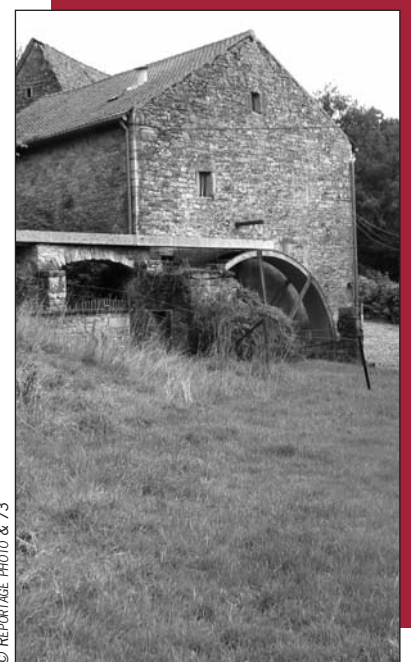
L'histoire du MOC de Mouscron-Comines est également marquée par l'action politique du mouvement dès 1919. À l'inverse des fédérations wallonnes, en conflit permanent avec les catholiques conservateurs, majoritaires au sein du Parti catholique, l'action politique, prioritaire, du mouvement à Mouscron est facilitée par une tendance conservatrice, en perte de vitesse depuis 1918. En 1921, les Mouscronnois ont quatre élus communaux et leur premier député démocrate-chrétien, Henri Duchâtel. Ce dernier marque incontestablement l'histoire du mouvement ouvrier chrétien à Mouscron. Il cofonde la plupart des organisations sociales, défend les droits des travailleurs frontaliers ou non et s'oppose avec virulence aux socialistes au pouvoir à la commune de Mouscron de 1921 à 1938. D'autres viennent prendre sa succession: Omer Vandenberghe fils, premier bourgmestre démocrate-chré-

tien de Mouscron et député, et Robert Devos, personnalité controversée qui, député-bourgmestre de Mouscron pendant 20 ans, reste très proche du MOC. Le mouvement pèse de tout son poids sur les campagnes électorales, au moins jusque dans les années 1980, avec succès!

DIVERSITÉ DES SOURCES ÉCRITES

Si les organisations constitutives du MOC ont des fonds d'archives plus ou moins importants, le MOC, par contre, a un fonds très limité surtout pour la période 1945-1990. *La Démocratie*, organe du mouvement qui reparaît à partir de 1944, sert de trame au travail. Ce journal reflète les enjeux, consécutifs de la Seconde Guerre mondiale, qui font aussi l'histoire des luttes sociales à Mouscron-Comines, comme l'enjeu politique mais aussi la question linguistique qui place Mouscron-Comines au centre du débat national. Le transfert de la région dans la province du Hainaut en 1963 suscite de vives oppositions, même dans le mouvement.

De son côté, les archives de la Fédération CSC du Hainaut occidental éclairent le lecteur sur les luttes menées par le syndicat chrétien en faveur du mouvement frontalier. L'installation, par la CSC, du secrétariat



© REPORTAGE PHOTO & 73



national des frontaliers au sein du Cercle ouvrier Saint-Joseph en 1938, montre l'importance de cette catégorie de travailleurs dans la région. Néanmoins, il a été nécessaire de compléter cette partie grâce à l'apport des archives du Consortium textile de Roubaix-Tourcoing, conservées au Centre du Monde du Travail à Roubaix.

Les sources écrites ont, par contre, un certain nombre de limites. Souvent partielles car elles ne couvrent pas la totalité de l'action sociale, elles proviennent des responsables des organisations sociales, aujourd'hui décédés, et n'apportent pas toujours d'éclairage sur les débats internes qui animent le mouvement. Par contre, les témoignages oraux donnent la parole aux responsables anciens ou actuels, mais aussi aux militant(e)s, plus ancré(e)s dans la réalité quotidienne de l'action. Cependant à Mouscron, la plupart des anciens dirigeants du mouvement d'après 1945 sont décédés ou ne peuvent répondre à la demande en raison de soucis de santé. C'est pourquoi la majorité des personnes interviewées sont des militant(e)s, soit toujours actif(ve)s au moment de l'interview, soit de récent(e)s pensionné(e)s.

Au final, cet ouvrage montre les débuts difficiles du mouvement ouvrier chrétien dans la région de Mouscron-Comines qui, au fil de son évolution, s'est forgé sa propre identité: celle d'un mouvement social basé sur les préoccupations quotidiennes du monde du travail. En travaillant sur l'histoire des fédérations wallonnes du MOC, le CARHOP contribue à faire connaître leur création, leur évolution -y compris celle de leurs organisations constitutives-, leurs enjeux institutionnels, leurs objectifs et leurs réalisations.

Ces recherches en appellent d'autres, notamment sur les militant(e)s qui l'animent. C'est ici qu'entre en ligne de compte le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique*². Ce projet, relancé depuis 2010 et dans la ligne du Maitron fran-

çais³, se donne pour objectif, de mettre en avant tout(e) militant(e) ayant œuvré à l'amélioration du monde du travail. ■

1. DRESSE R. (Sous la direction de.), *Entre politique et action sociale. Histoire du Mouvement ouvrier chrétien de Mouscron-Comines (1850-1990)*, Ed. CARHOP, Bruxelles, 2011. L'ouvrage de 240 pages peut être commandé au prix de 10 euros (+ frais d'envoi) au CARHOP par courriel: carhop@skynet.be ou via le site www.carhop.be
2. Pour en savoir plus, contacter Renée Dresse Courriel: renee.dresse@carhop.be
3. Le Maitron, du nom de son promoteur, Jean Maitron, est le dictionnaire du mouvement ouvrier en France qui a fait l'objet de plusieurs publications.

Se former dans un groupe SOCRATE au Luxembourg

Le CIEP du MOC Luxembourg organise un cycle de formation d'un an, intitulé *Socrate*, qui donne des éclairages de type économique, sociologique, politique, juridique, historique, philosophique... pour mieux comprendre le monde.

Le but est d'acquérir des outils d'analyse, une capacité de s'informer, de décoder son environnement. Mais aussi de développer un esprit critique, de pouvoir réagir, argumenter, proposer. La formation est éclairée par des faits d'actualité. Cette formation peut être un bagage bien utile dans un parcours personnel, professionnel et social.

Le groupe est accessible à tous, sans prérequis particulier. C'est une formation collective et participative, avec des formateurs expérimentés. Une attestation est remise en fin de cycle.

Un nouveau groupe démarre fin septembre 2012 à Arlon le mercredi soir, de 18h30 à 21h30, hors congés scolaires.

Un groupe intitulé «Socrate en écho... Ruptures et mutations» se réunira à Marche-en-Famenne tous les quinze jours le mardi soir du 2 octobre 2012 au 18 juin 2013. Il sera axé sur les alternatives au système dominant. Un cycle de formation qui va être passionnant, co-construit ensemble, formateurs et participants, dans une réflexion multidisciplinaire.

La participation aux frais est de 50 euros pour l'année. ■

INFORMATIONS ET INSCRIPTION:

VÉRONIQUE QUINET
TÉL.: 063/21.87.26
COURRIEL: VQUINET.MOCLUX@GMAIL.COM



Le métier d'artiste intervenant en milieu de soins et du lien entre opérateur social et culturel

Depuis plusieurs années, des artistes sont présents dans les milieux de soins et proposent aux patients et à leurs proches un moment de partage et de créativité. En quoi consiste leur rôle? Quelles sont les réflexions, la philosophie, l'éthique qui sous-tendent leur démarche? Quelles sont leurs méthodes de travail? Comment se passe leur rencontre avec le milieu de soins? Quelle cohabitation avec le personnel soignant?

Les deux premières journées s'adressent aux artistes qui souhaitent développer ou qui développent un projet artistique en milieu de soins, mais également au personnel soignant ou médical ouvert à la rencontre. La troisième journée «De l'opérateur social à l'opérateur culturel, le nécessaire va-et-vient» abordera les liens que peuvent entretenir les opérateurs culturels et sociaux. ■

INFORMATIONS PRATIQUES:

DATES: 15, 16 ET 17 OCTOBRE 2012

LIEU: HÔPITAL PSYCHIATRIQUE SAINT-JEAN-DE-DIEU DE LEUZE-EN-HAINAUT (AVENUE DU LOUDUN 126, 7900 LEUZE-EN-HAINAUT)

INSCRIPTION OBLIGATOIRE AVANT LE 5 OCTOBRE 2012: CULTURE ET DÉMOCRATIE
TÉL.: 02/502.12.15

COURRIEL: INFO@CULTUREETDEMOCRATIE.BE
WWW.CULTUREETDEMOCRATIE.BE/



À nos emplois! Au boulot, les femmes!

SÉMINAIRE DE FORMATION 2012-2013

Les femmes connaissent une grande diversité de parcours de travail, contrairement aux hommes. Poussées par les crises économiques et leurs aspirations à une vie épanouie dans tous ses aspects, les femmes sont souvent tentées par un retrait partiel ou définitif du champ du travail rémunéré. Le contexte social, économique et culturel leur susurre toujours que la maison est leur domaine et qu'elles ne sont pas vraiment à leur place «au boulot»... organisé par et pour les hommes principalement. Pourtant, envers et contre tout, les femmes s'accrochent à la vie professionnelle. Leur présence croissante dans l'emploi salarié montre que le travail, avec les revenus qu'il procure, reste pour elles la voie royale vers leur émancipation et leur autonomie. Cette voie compte pourtant des obstacles à toutes les étapes: études, insertion professionnelle, conditions d'embauche et de travail, statuts, carrières - et ruptures de carrières -, fin d'activité et pension. Chaque épisode offre atouts et problèmes. Comment les femmes appréhendent ces difficultés? Surtout, quel serait pour elles le travail idéal?

Pour mieux cerner les différentes facettes du monde du travail des femmes et dessiner leurs souhaits, l'Université des Femmes vous propose le séminaire de 12 séances de formation «A nos emplois! Au boulot, les femmes!» organisé entre le 5 octobre 2012 et le 28 février 2013. ■

INFORMATIONS PRATIQUES:

DATES: DU 5 OCTOBRE 2012
AU 28 FÉVRIER 2013

LIEU: AMAZONE RUE DU MÉRIDIEN,
10 - 1210 BRUXELLES

**INSCRIPTION PAR SÉANCE DE SÉMINAIRE OU
POUR TOUTE LA FORMATION:** UNIVERSITÉ DES
FEMMES Secrétariat - TÉL.: 02/229.38. 25

COURRIEL: INFO@UNIVERSITEDESFEMMES.BE
PROGRAMME COMPLET:

WWW.UNIVERSITEDESFEMMES.BE

Ecole Ouverte Archivistique

Le CARHOP organise une nouvelle session de l'Ecole Ouverte Archivistique et propose, pendant deux jours, une formation alliant théorie et pratique avec des exercices en atelier.

Au programme:

- Se poser les bonnes questions par rapport aux archives, leur intérêt, la conservation des documents et son organisation;
- Découvrir l'archivage électronique
- Réaliser son plan de classement;
- Construire son propre tableau de gestion ■

INFORMATIONS PRATIQUES:

DATES: LES MARDI 16 ET MERCREDI 17 OCTOBRE 2012 (DE 9H30 À 16H30)

LIEUX: MOC NAMUR (PLACE DE L'ILON, 17 - 5000 NAMUR)

DROITS D'INSCRIPTION: 75 € - ETUDIANTS ET SANS-EMPLOI: 50 €

INSCRIPTION ET INFORMATION: INFO@CARHOP.BE

Communication et Education permanente: enjeux et actions

JOURNÉE DE BILAN ET DE RÉFLEXION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION PERMANENTE ET DU SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Programme

En matinée

- Introduction (Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances)
- Bilan des travaux 2011 et perspectives du Conseil supérieur de l'Éducation permanente et du Service de l'Éducation permanente
- Évaluation du décret sur l'action associative dans le champ de l'éducation permanente par l'Observatoire des Politiques culturelles
- Intervention de Marc Sinnaeve, Président de la section *Presse-Information* de l'IHECS
- Échanges avec les participants

L'après-midi:

- 4 ateliers sur des questions liées à la communication sur les enjeux et les actions d'éducation permanente:
 1. Comment utiliser les nouveaux médias et réseaux sociaux au service des productions citoyennes?
 2. Comment développer l'éducation aux médias pour tous?
 3. Comment mettre en valeur les spécificités de la presse associative?
 4. Comment sensibiliser un large public aux actions et aux enjeux de l'éducation permanente
- Conclusions de la journée. ■

INFORMATIONS PRATIQUES:

DATE: LUNDI 12 NOVEMBRE, DE 9H À 16H30

LIEU: THÉÂTRE DE NAMUR (PLACE DU THÉÂTRE 2 À 5000 NAMUR)

INSCRIPTION ET RÉSERVATION AUX ATELIERS SONT OBLIGATOIRES POUR LE 26 OCTOBRE AU PLUS TARD À RENVOYER À STÉPHANE POULAIN

SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE MFWB - LOCAL 2A 025 (BD LÉOPOLD II, 44
1080 BRUXELLES) - TÉL.: 02/413 31 91 - FAX.: 02/413 30 63

COURRIEL: PARTICIPATIONCULTURELLE@CFWB.BE

Le «printemps arabe»: un premier bilan

Le CETRI consacre un des derniers numéros de sa collection «Alternatives Sud» à dresser un premier bilan du «printemps arabe». Révoltes ou révolutions, les soulèvements populaires apparus dans le monde arabe en 2011 ont renversé ou défient toujours les régimes autoritaires et leurs autocrates délégitimés. Mouvements d'affirmation sociale, politique et identitaire, portés par des exigences de liberté et d'égalité, de reconnaissance et de redistribution, ils ont balayé la fiction de «l'exception arabe» et rouvert le champ des possibles au Maghreb et au Moyen-Orient.

Pour quelles transitions, vers quels horizons? Déstabilisation de la région, crispation des acteurs, démocratisation des structures, récupération des aspirations, radicalisation des options, explosion des conflits, émancipation des peuples...? Au-delà des traits communs aux sociétés arabes contemporaines, les scénarios varient d'un pays à l'autre. Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Syrie, Jordanie, Yémen, Bahreïn, Arabie

saoudite, etc., ils sont tous concernés, directement ou indirectement, par des épisodes plus ou moins répressifs, plus ou moins sanglants. Quels premiers grands bilans tirer de ces soulèvements? Quelles promesses contiennent-ils et quels risques pèsent sur leurs aboutissements? La mise à plat de la genèse du «printemps arabe», de ses acteurs sociopolitiques locaux, nationaux et internationaux, de ses facteurs culturels, démographiques et économiques, mais aussi des rôles joués par l'Europe et les États-Unis, aide à lire un réel particulièrement complexe et, plus loin, à évaluer le potentiel libérateur d'une dynamique de changement social et d'autodétermination. ■

LE «PRINTEMPS ARABE»: UN PREMIER BILAN, LOUVAIN-LA-NEUVE, POINTS DE VUE DU SUD, ÉDITIONS SYLLEPSE-CENTRE TRICONTINENTAL, VOL. XIX (2012), N°2 (COLLECTION «ALTERNATIVES SUD»).

COMMANDE ET ABONNEMENT: CETRI
TÉL.: 010/48.95.60
FAX.: 010/48.95.69
COURRIEL: CETRI@CETRI.BE WWW.CETRI.BE



© REPORTAGE PHOTO & 73

Handicap et santé mentale

Une journée de formation et d'information est prévue le 10 novembre à l'attention d'un large public, travailleurs et bénévoles du mouvement, ainsi que ses sympathisants d'Altéo.

Au programme:

- Panorama des principaux types de services ou structures en santé mentale en Wallonie et à Bruxelles. Enjeux et perspectives
- Illustrations de la prise en charge en santé mentale
- Témoignages ■

INFORMATIONS PRATIQUES:

DATE: 10 NOVEMBRE 2012 DE 9H À 16H
LIEU: CSC BOUGE CHAUSSÉE DE LOUVAIN, 510 - 5004 BOUGE
INSCRIPTION OBLIGATOIRE AU PLUS TARD POUR LE 26 OCTOBRE AUPRÈS DE PALOMA URBINA PAR COURRIEL PALOMA.URBINA@MC.BE OU PAR TÉL. AU 02/246.42.26.

DE L'ALTER À LA UNE: WEBACTIVISME, MOBILISATIONS 2.0: PEUT-ON CHANGER LE MONDE D'UN CLIC?

L'internet facilite la circulation des informations et la création de groupes virtuels. Mais quelle est l'efficacité des pétitions en ligne, des réseaux sociaux et/ou des cyber-attaques?

Dans le cadre des soirées «De l'alter à la une» de Florenville, venez vous informer sur un sujet participant à la construction d'un autre monde.

Intervenant: Jean-Luc Manise, responsable TIC du CESEP ■

DATE: LUNDI 1ER OCTOBRE À 19H30
LIEU: ESPACE RENCONTRE DE FLORENVILLE (RUE DU CHÂTEAU 3)
RENSEIGNEMENTS: PHILIPPE JUNGERS - TÉL.: 063/21.87.33
COURRIEL: PJUNGERS.MOCLUX@GMAIL.COM

LIBR'AGORA SUR L'ÉCONOMIE

L'économie: certains prétendent qu'elle dirige le monde... D'octobre 2012 à mai 2013, une dizaine de conférences-débat permettront d'acquérir les outils pour mieux comprendre l'économie et, qui sait, participer à la changer.

Au programme des soirées au Centre culturel de Libramont

- **25 octobre:** Les grands courants de pensée économique, d'hier à aujourd'hui
- **29 novembre:** Les finances de l'Etat belge sont-elles au bord du gouffre?

Intervenant: Christian VALENDUC, conseiller au Service public des Finances et professeur à la FOPES ■

DATES: DES JEUDIS DE 19H30 À 21H30
LIEU: CENTRE CULTUREL DE LIBRAMONT (AVENUE DE HOUFFALIZE 56/C)
ENTRÉE GRATUITE
RENSEIGNEMENTS: JEAN-FRANÇOIS RASSCHAERT - TÉL.: 063/21.87.28
COURRIEL: JFRASSCHAERT.MOCLUX@GMAIL.COM



Dates à épingle

2^E ÉDITION DE LA QUINZAINE FINANCITÉ

Quinze jours d'activités hautes en couleur pour découvrir la finance solidaire au travers d'ateliers, de conférences, de projections de films,...

DATES: DU 21 SEPTEMBRE AU 6 OCTOBRE

LIEUX: LIÈGE, NAMUR, LOUVAIN-LA-NEUVE, ATH, BRAINE-LE-COMTE, MONS ET VIRTON

ORGANISATION: FINANCITÉ-RÉSEAU FINANCEMENT ALTERNATIF

INFOS ET PROGRAMME: WWW.FINANCITE.BE/

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA FINANCE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

Au programme

En matinée: Ateliers des États généraux (Les monnaies complémentaires, les coopératives, Faire émerger des alternatives, Coopérative et commerce équitable)

Après-midi: Débat sur «Crise financière et modèles bancaires»

Conclusion

Toute la journée: stands et groupes locaux FINANCITÉ, Exposition vidéos en continu sur la finance solidaire, Exposition «Billets détournés, pièces retournées», Animation et maquillage pour les enfants

EN PRATIQUE:

ORGANISATION: RÉSEAU FINANCEMENT ALTERNATIF

DATE: 6 OCTOBRE DE 9H30 À 18H30

LIEU: ARSENAL, CHAUSSÉE DE WAVRE, 950 À 1040 BRUXELLES

ENTRÉE LIBRE RÉSERVATION OBLIGATOIRE REPAS ET BOISSONS DISPONIBLES SUR PLACE

PLUS D'INFOS ET INSCRIPTIONS: INFO@FINANCITE.BE OU AU 02/340.08.60.

[HTTP://WWW.FINANCITE.BE/](http://WWW.FINANCITE.BE/)

COLLOQUE

«Accords, désaccords, et malentendus: le sociologue comme médiateur dans l'espace public»

Ce colloque international en hommage à Luc Van Campenhout se propose de revenir sur plusieurs dimensions du «métier de sociologue» à travers trois thématiques privilégiées qui seront déclinées dans le cadre de trois ateliers thématiques:

- «Faire place à la surprise dans l'articulation entre la théorie et la pratique»
- «Le chercheur dans la cité»
- «Champ ou réseau?»

DATES: 18 ET 19 OCTOBRE 2012

LIEU: FACULTÉS UNIVERSITAIRES SAINT-LOUIS À BRUXELLES

PROGRAMME: CONSULTER WWW.FUSL-CES.BE/INDEX.PHP?PAGE=AGENDA&VIEW=54

INFOS COMPLÉMENTAIRES:

CENTRE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES DES FACULTÉS UNIVERSITAIRES SAINT-LOUIS, BOULEVARD DU JARDIN BOTANIQUE, 43 - 1000 BRUXELLES
TÉL.: +32 2 211.79.70

POLITIQUES COMMUNALES: les moyens de leurs ambitions

Journée d'étude d'actualité politique du CIEP sur les enjeux des élections communales

INFORMATIONS PRATIQUES:

LE PROGRAMME DE LA JOURNÉE EST ACCESSIBLE EN VERSION PDF SUR HTTP:

[//WWW.CIEP.BE/DOCUMENTS/INVIT_FINAN_COMM_05102012.PDF](http://WWW.CIEP.BE/DOCUMENTS/INVIT_FINAN_COMM_05102012.PDF)

DATE: VENDREDI 5 OCTOBRE 2012 DE 9H À 17H

LIEU: CENTRE DE FORMATION DE LA CSC (CHAUSSÉE DE LOUVAIN, 510 - 5004 BOUGE) INSCRIPTION À ENVOYER AU SECRÉTARIAT CIEP FRANCINE BAILLET PAR COURRIEL:

FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE

TÉL.: 02/246.38.41

FAX: 02/246.38.25

COMMENT LA FORMATION INITIALE PEUT-ELLE AMÉLIORER NOTRE SYSTÈME SCOLAIRE?

Journée d'étude de la CSC-Enseignement

INFORMATIONS PRATIQUES:

DATE: 6 OCTOBRE 2012 DE 9H À 13H

LIEU: CENTRE DE FORMATION DE LA CSC BOUGE CHAUSSÉE DE LOUVAIN, 510 - 5004 BOUGE INSCRIPTION PRÉALABLE AVANT LE VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2012

BULLETIN D'INSCRIPTION À ENVOYER À CSC-ENSEIGNEMENT RUE DE LA VICTOIRE 16 À 1060 BRUXELLES

INFORMATIONS ET INSCRIPTION EN LIGNE SUR [HTTP://CSC-ENSEIGNEMENT.CSC-EN-LIGNE.BE/](http://CSC-ENSEIGNEMENT.CSC-EN-LIGNE.BE/)

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

Huy:

av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR

place l'Ilon, 17 - 5000 Namur
081/22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30





Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

